

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

COMME LE STALINISME La démocratie ne peut offrir que misère et barbarie

■ Une décennie vient de s'achever. Tout au long des années 80, le capitalisme s'est enfoncé dans une crise économique insurmontable, une crise qui s'est traduit pour l'ensemble de l'humanité par le déchaînement de la barbarie sous toutes ses formes : famines dans le tiers-monde, catastrophes en chaîne touchant toutes les régions de la planète, aggravation de la misère et du chômage dans les pays les plus industrialisés, développement du terrorisme, massacres des populations civiles au Moyen-Orient, en Afrique, en Indochine, intensification des tensions guerrières entre les deux grandes puissances impérialistes...

Et c'est encore sous les coups de boutoir de cette crise que s'effondre aujourd'hui tout un pan de la société capitaliste, celui dominé par les régimes staliniens, remettant en cause toute la configuration du monde qui était sortie de la seconde guerre mondiale.

Les années 90 ouvrent donc une ère nouvelle pour la société. Aujourd'hui, avec l'effondrement du bloc de l'Est, toute la bourgeoisie cherche à nous faire croire que l'avenir de l'humanité appartient au capitalisme occidental. Toutes les sirènes démocratiques se déchaînent à présent pour nous mystifier. Ainsi, à en croire le "socialiste" Mitterrand, avec les événements dans les pays de l'Est, *"de multiples espérances se dessinent"*, il ne faut *"pas avoir peur des victoires de la liberté"*, *"nous recherchons le renforcement de la paix en Europe"*, *"grâce au rassemblement des économies européennes, on va avoir un gain de 5 millions d'emplois en Europe"* car *"nous sommes en état de croissance"* (propos de Mitterrand au Club de la Presse, sur Antenne 2, le 10/12/89). En un mot, le capitalisme occidental serait le meilleur des mondes puisque le "communisme" a fait faillite, qu'il ne peut mener qu'à l'oppression, à la terreur, à la famine ! La lutte pour la démocratie serait donc la seule qui puisse mettre un terme à la misère et à la barbarie !

Voilà comment la bourgeoisie exploite aujourd'hui le plus grand mensonge de l'Histoire qu'a été l'identification du stalinisme avec le communisme ! Tous ces discours qui se veulent "rassurants" sur "l'avenir radieux" que nous promet le capitalisme occidental, toute cette crapuleuse démagogie ne vise qu'un seul objectif : éloigner le prolétariat de sa propre perspective, la destruction du capitalisme à l'Ouest comme à l'Est et l'instauration d'une véritable société communiste mondiale, en lui faisant croire qu'il peut, grâce aux institutions démocratiques, s'aménager une place dans ce système moribond.

Et pour inoculer de telles illusions, les mensonges des démocrates de tous bords distillés par les médias occidentaux, cherche à nous masquer la réalité de l'effondrement irrémédiable de l'économie capitaliste. On s'évertue encore à tenter de raccrocher les prolétaires à l'illusion de la "prospérité", de la "croissance". On veut nous faire croire que la banqueroute des pays de l'Est, qui ne fait que révéler la faillite générale du capitalisme, va "ouvrir de nouveaux marchés" et dissiper le nuage d'une nouvelle récession ouverte alors que le chômage, le nombre déjà pharamineux de sans-abri, de prolétaires clochardisés, ne fait que croître mois après mois dans les pays "démocratiques" les plus développés tandis que, dans les pays de l'Est, les réformes économiques vont se traduire par une explosion brutale du chômage, par des famines comme jamais la population de ces pays n'en a connues depuis la deuxième guerre mondiale, par des affrontements sanglants au nom de la "démocratie" ou de l'"indépendance nationale".

Non, les années qui viennent ne seront pas celles de la croissance et du bien-être pour l'humanité ! L'effondrement de l'économie des pays de l'Est ne fait que traduire de façon spectaculaire, caricaturale, la faillite générale du capitalisme mondial qui n'a rien à offrir aux masses exploitées qu'une misère et des souffrances toujours plus insupportables.

C'est la réalité de cette impasse qui, tout au long des années 80, a poussé la bourgeoisie à intensifier sa marche vers une 3ème guerre mondiale, à accroître ses budgets d'armements, au nom de la "paix", de la "dissuasion", de l'"équilibre" entre les grandes puissances. Que le bloc impérialiste dominé par l'URSS se disloque aujourd'hui ne signifie nullement qu'une ère de paix s'ouvre devant nous sous l'égide des grandes puissances "démocratiques", comme voudrait nous le faire croire la propagande bourgeoise. C'est au contraire vers une barbarie sans fin, un chaos généralisé que le capitalisme va entraîner l'humanité. Et ce chaos, dont les massacres perpétrés au Liban ou dans les régions les plus sous-développées du monde occidental nous donnent la mesure, ne vont pas seulement toucher la population des pays de l'Est. La seule perspective que le capitalisme puisse nous offrir, en continuant à se décomposer, c'est la "libanisation" de l'Europe elle-même qui menacerait d'engloutir le prolétariat le plus concentré, le plus expérimenté du monde et avec lui tout espoir de survie pour l'humanité.

Voilà le seul "avenir" que nous promet le capitalisme si le prolétariat des pays d'Europe occidentale se laisse envoûter par les chants de sirènes démocratiques, s'il se laisse dévoyer sur un terrain qui n'est pas le sien. Car ce n'est pas en adhérant à ces campagnes qu'il pourra s'éviter une nouvelle aggravation de la misère et de la barbarie. Bien au contraire, c'est en refusant résolument de se laisser piéger par les discours mensongers de la bourgeoisie "démocratique", en développant partout son combat de classe, en comprenant que ce combat porte en lui la destruction du capitalisme qu'il sera capable de se sauver lui-même et de sauver toute l'humanité du néant vers lequel ce système pourrissant nous entraîne à coup sûr.

Avril
(16/12/89)

APRES L' EFFONDREMENT DU BLOC RUSSE...

Le mensonge d'une « nouvelle ère de paix »

■ Après la débauche de liesse hystérique autour de "la liberté retrouvée" à l'Est et autour de "la démocratie triomphante", nous sommes carrément conviés aujourd'hui à plonger dans l'euphorie de "la paix universelle" ! Le sommet de Malte entre les deux brigands chefs de file et responsables d'un ordre en train de crouler comme un vulgaire château de sable a été notamment présenté comme un "premier grand pas" vers cette paix idyllique. A Malte, Gorbatchev ne claiionnait-il pas que *"ce sommet marque le début d'une longue route vers une paix durable"* ? Tandis que Bush renchérisait en toute modestie : ses propositions offraient *"un large cadre d'actions"* pour aider les deux puissances rivales et adverses de naguère à *"oeuvrer ensemble pour la paix et la prospérité du monde"*...

Les commentateurs enflammés de tous les médias relayaient et amplifiaient ces déclarations et le "Journal du Dimanche" du 3 décembre titrait même : *"La grande vague de paix a déferlé sur Malte"* ! Et Mitterrand ajoutait sa "touche personnelle" au tableau en tenant des propos paternels et rassurants sur l'avenir harmonieux du monde -et de la France en particulier- au "Club de la Presse" télévisé du 10 décembre.

D'ailleurs, à entendre tous ces charlatans, "la démocratie" restaurée et "la paix" ne peuvent qu'aller de pair : Gorbatchev présenté partout comme "l'apôtre zélé de la paix", n'est-il pas en même temps encensé comme "le grand homme de la démocratie", celui par qui "le souffle irrésistible de la démocratisation" à l'Est est arrivé ? Et nos staliniens nationaux encore en service ne sont-ils pas devenus de fervents démocrates dès lors qu'ils jouent à fond la carte du pacifisme der-

rière Gorbatchev ?

Rien ne manque décidément pour chercher à faire croire que le capitalisme et le "consensus démocratique" ouvrent désormais les portes d'un véritable éden pacifique sur terre...

AUJOURD'HUI COMME HIER, LES CAMPAGNES PACIFISTES : UNE PURE MYSTIFICATION

Foutaises ! Le sommet de Malte ne traduit en rien des intentions de paix de la part de ses protagonistes. Cette rencontre ne marque essentiellement que la sanction de l'effondrement général du bloc de l'Est. Il signe officiellement sa disparition. Gorbatchev ne fait qu'avouer l'échec total de l'URSS sur tous les plans et d'abord sa faillite économique qui détermine une totale incapacité de l'URSS à soutenir la moindre concurrence impérialiste et militaire. Il vient au sens propre "déposer les armes". Il n'est là que pour quémander des crédits d'assistance pour la survie même d'une économie russe complètement asphyxiée, en pleine banqueroute.

Mais il n'a rien à proposer, rien à offrir en échange. Ce "champion de la paix" ne pousse au maximum au désarmement que parce qu'il n'a pas les moyens de faire autrement. Toute sa "bonne volonté" se résume à montrer qu'il serait prêt à brader les attributs de la puissance militaire de l'URSS. Mais ces attributs ne valent déjà plus un kopeck : l'URSS a été incapable de moderniser son armement au niveau requis par une course aux armements et ces armes sont aujourd'hui périmées. Non seulement, elle n'a plus les moyens d'entretenir les troupes du Pacte de Varsovie mais

elle ne dispose plus des moyens de les tenir en mains et celles-ci ont démontré amplement leur inutilité et leur impuissance au cours de ces derniers mois à l'Est, alors qu'elles étaient le seul garant du maintien de l'ordre et de la domination russe.

Dans ce contexte, Bush est le maître du jeu incontesté et peut agir à sa guise, car il sait fort bien que l'URSS n'est plus en état de représenter un danger pour les USA, qu'elle n'est plus un rival réel. Son seul intérêt d'apparaître lui aussi comme un "porteur de paix", c'est de profiter de la situation qui lui est offerte pour soulager un peu l'économie américaine -mais ce n'est pas une politique tout à fait nouvelle- par une limitation relative d'un budget militaire hypertrophié et écrasant afin de réduire et de dégonfler partiellement un déficit budgétaire colossal.

Si ces foudres de guerre les plus expérimentés de la planète affichent aujourd'hui leur "pacifisme", ce n'est que du pur cinéma. Leurs intentions ne sont pas plus pacifiques que celles des requins. C'est cela qu'ils sont, des requins, et de la

(SUITE PAGE 6)

SOMMAIRE

FRANCE

- "Intégration des immigrés": une attaque anti-ouvrière p.2
- La crapulerie des campagnes humanitaires p.2
- Front anti-Le Pen p.2
- Saint-Nazaire : le sale travail des syndicats p.2
- SITUATION INTERNATIONALE
- La participation de "L.O." aux mensonges bourgeois p.4
- Courrier des lecteurs : à propos de Solidarnosc . . . p.4
- Les illusions dramatiques des ouvriers de l'Est . . . p.5
- Sakharov : un porte-drapeau de la bourgeoisie . . . p.5
- Philippines p.6
- Liban p.6
- USA : prélude à la récession généralisée p.7

BILAN DES ANNEES 80

UNE EXPERIENCE DE LUTTES INESTIMABLE
POUR LA CLASSE OUVRIERE

(page 3)

Politique "d'intégration des immigrés"

UNE CAMPAGNE ET DES MESURES
CONTRE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

■ *"La France ne peut pas héberger toute la misère du monde", "le seuil de tolérance est atteint", "les clandestins doivent s'attendre à être rapatriés dans leur pays".* Non, ce n'est pas la dernière sortie d'un Le Pen ou d'un Pasqua, mais le discours officiel du gouvernement socialiste, tel que vient de nous le servir, dans le sillage de son premier ministre, le "tonton des potes" Mitterrand. Tout cela est enrobé à souhaits de phrases mielleuses sur la "dignité", de baratins sur l'"intégration" et sur le "droit des gens", qui ne font que révéler au grand jour l'immensité de l'hypocrisie dont peut être capable la gauche.

Ainsi la fameuse abrogation de la loi Pasqua (qui permettait d'expulser en 24h les "irréguliers") et son remplacement par la loi Joxe, dont le gouvernement s'était fait un "honneur" et que Mitterrand *"ne regrette toujours pas aujourd'hui"*, apparaît clairement pour ce qu'elle est : de la poudre aux yeux au service d'une même politique de fond. *"Un clandestin doit être renvoyé chez lui, mais dans des conditions de droit"* explique Mitterrand, qui ajoute : *"je préfère que les expulsions prennent trois jours plutôt que l'injustice. Pour moi, le droit ça compte"*. Concrètement, cela veut dire qu'au lieu d'être reconduits à la frontière en quelques heures, les immigrés "indésirables" ont, avec la gauche, gagné trois jours pour faire leur valise, et encore à condition qu'ils aient le réflexe de faire appel avant 24 heures et que le tribunal en mette 48 maximum pour décider... l'expulsion de toutes façons. Pas de doute, si la gauche aime y mettre les formes, le fond est le même et le résultat concret, itou. D'ailleurs ce n'est pas Mitterrand qui reprend, en l'améliorant, la politique de Pasqua, mais c'était la droite qui hier ne faisait que poursuivre une politique initiée dès 82 par la gauche et qui, déjà sous couvert d'"intégration", visait, à travers un recensement systématique des étrangers, à faciliter les expulsions.

Alors qu'y-a-t-il de nouveau aujourd'hui ? On nous serine qu'avec les fameuses "48 mesures pour l'intégration" annoncées par Rocard, le gouvernement, enfin, va s'occuper des immigrés. Eh bien pour s'en occuper, il s'en occupe ! Car à côté de ces mesures plus bidons les unes que les autres, pour lesquelles d'ailleurs il n'est pas prévu de dépenser plus que ce qui existait déjà ("l'argent public n'est pas extensible" explique Rocard), ce qui par contre va être systématisé, renforcé, développé, c'est la répression : renforcement du contrôle des frontières (pour lequel, l'argent public étant devenu soudain extensible, des moyens supplémentaires nets devraient être dévolus à la police de l'air et des frontières), restriction du droit d'asile (les demandeurs seront désormais systématiquement sélectionnés dans les postes-frontières et seul un nombre restreint auront droit au statut de réfugiés), définition de quotas et lutte contre la "trop forte concentration géographique des immigrés", et enfin chasse ouverte aux "clandestins", avec ce que cela signifie en termes de renforcement du filage et des contrôles policiers tous azimuts, comme on le voit déjà dans le métro. Quant à l'"intégration", avec les licenciements massifs qui sont à l'ordre du jour à Renault, dans le textile et ailleurs, ce sont des milliers d'ouvriers, qui en perdant leur emploi, sont en passe d'être considérés aujourd'hui comme "irréguliers" et menacés d'expulsion.

Pas plus aujourd'hui qu'hier, la politique d'immigration de la bourgeoisie française (et d'ailleurs de celle de tous les pays importateurs de main d'oeuvre) n'a quelque chose à voir avec des préoccupations sur "la misère du monde", mais a toujours répondu aux intérêts bien compris du capital national, lequel, que ce soit durant le boom de l'après-guerre ou que ce soit depuis l'entrée dans la crise, a toujours eu besoin de cette force de travail bon marché, corvéable et déplaçable à merci et qu'on peut faire venir et renvoyer en fonction des besoins de l'exploitation capitaliste. Aujourd'hui comme hier, les travailleurs immigrés sont utilisés par la bourgeoisie, non seulement pour faire pression sur les salaires et les conditions de travail de tous les ouvriers, mais

surtout comme parfaits boucs émissaires de ses campagnes idéologiques et de ses attaques anti-ouvrières.

Qu'on ne s'y trompe pas, le train de mesures sur "la lutte contre l'immigration clandestine", de même que tout le bla-bla qui l'accompagne sur l'"intégration des bons immigrés", est une attaque directe portée non seulement contre une partie des ouvriers, mais contre toute la classe ouvrière. Les 48 mesures de Rocard, si elles sont totalement bidon dans leur contenu concret d'"intégration", ne sont pas innocentes dans leur portée idéologique. Ainsi la dégradation des conditions d'existence de la classe ouvrière, qu'il s'agisse des conditions de logement, de travail, de santé, d'éducation, du problème du chômage sont insidieusement ramenés au "grand problème de l'immigration", pour lequel on va créer un organisme ministériel spécialisé et au sujet duquel toute la classe politique se mobilise. Ce n'est pas seulement un rideau de fumée idéal qui est déployé devant la réalité des attaques anti-ouvrières, c'est une attaque politique directe qui cherche premièrement à diviser la classe ouvrière, en introduisant l'idée qu'il existerait des intérêts différents entre "bons" et "mauvais" immigrés, entre ouvriers immigrés et ouvriers français, et deuxièmement à dresser les travailleurs les uns contre les autres en induisant des réflexes racistes, xénophobes et nationalistes tous azimuts, d'autant que tout a été fait pour les attiser, depuis "l'affaire du foulard" jusqu'à la montée en épingle d'un Le Pen.

Cette politique, il faut la prendre et la combattre pour ce qu'elle est : une politique anti-ouvrière. PE

La crapulerie
des campagnes humanitaires

■ Parmi les ignominies de nos "belles démocraties" occidentales, la dernière en date est le récent rapatriement forcé par le gouvernement Thatcher de 51 boat people de Hong Kong, réveillés en pleine nuit pour être chargés comme du bétail dans le premier charter à destination du Vietnam. Et cela n'est qu'un début. Le temps que la chose soit discutée, fort démocratiquement aux Communes, et déjà il est prévu qu'aussitôt après un second groupe d'une centaine de réfugiés, coupables comme les premiers d'"immigration économique", prendrait le même chemin.

Avec l'hypocrisie dont ils sont coutumiers, les médias occidentaux ont pris un air outré, les USA ont crié au scandale, tous se sont offusqués de "la méthode employée". Mais le pompon dans les réactions appartient certainement au gouvernement français qui s'est fait représenter par un digne spécialiste de la question, Bernard Kouchner lui-même, ex-soixante-huitard, grand "défenseur de la cause des boat people", organisateur de la grosse opération médiatique du bateau "Ile de Lumière", affrété pour aller secourir des réfugiés en Mer de Chine, et aujourd'hui secrétaire d'Etat à l'Action Humanitaire. Ce "grand humaniste" s'avoue aujourd'hui "bien embarrassé" : *"Le triomphe des démocraties transforme la nature de l'exode des boat people. On peut désormais quitter son pays sans être forcément persécuté pour ses idées, sa race ou sa religion. Simplement par désespoir économique..."* ("Les Polonais étaient des réfugiés acceptés, ils deviennent des migrants économiques qui ne sont pas souhaités") (...)*"On n'imagine plus de solution ponctuelle, sauf à répéter : vous n'avez plus aucune chance, restez chez vous"*.

Voilà la belle race des humanistes bourgeois ! Si vous avez des problèmes avec votre gouvernement et surtout si celui-ci n'est pas très démocratique, vous pouvez venir, on vous accueillera. Mais si vous crevez de faim, eh bien crevez de faim, en toute liberté et en toute démocratie. Mais chez vous, pas chez nous !

Cette nouvelle crapulerie a au moins un mérite, celle de mettre à nu la véritable nature de toutes les campagnes humanitaires et le véritable sens de la politique socialiste "d'intégration des immigrés" : en expulser le plus possible. PE

Front anti-Le Pen

La classe ouvrière n'a pas à défendre
la démocratie bourgeoise, elle doit la combattre

■ Si Le Pen et le Front National n'existaient pas, la bourgeoisie française les aurait inventés. Et c'est bien ce qu'elle a fait il y a une dizaine d'années quand Mitterrand, pour ses intérêts électoraux, a eu besoin d'asseoir son pouvoir en affaiblissant la droite traditionnelle. Mais depuis, elle s'arrange pour le ranger au placard ou l'en sortir selon ses propres besoins du moment.

C'est ainsi que depuis plus d'un mois, le FN revient sur le devant de la scène que ce soit à travers ses "victoires" électorales ou à travers les frasques de son chef.

Pour "Jean-Marie", on tend les micros, on organise des débats dans lesquels il bombe le torse et lance quelques "petites phrases" racistes et xénophobes. Et comble de l'horreur, ne voilà-t-il pas son parti qui récolte des fruits auprès du "peuple français" à Dreux bien sûr mais aussi à Marseille ou à Salon ? Contre ce cancer il faudrait que tout le monde se mobilise, que toutes les "forces démocratiques" se lèvent. C'est bien le discours que nous tiennent aujourd'hui tous les politiciens bourgeois de gauche et de droite, de l'UDF Dominati qui nous alerte : *"Le Front National est un parti extrêmement dangereux. On ne peut le considérer comme un parti comme les autres. Parmi ses chefs, il y a des racistes, des antisémites et des xénophobes. Il faut sauvegarder les valeurs humanistes. Si demain il n'y a plus que Le Pen et le gouvernement, on sera pour le gouvernement"* ; en passant par Mermaz qui, au nom des socialistes, se dit prêt *"à engager une campagne contre les exclusions et les errements racistes"* ; jusqu'à Marchais qui s'allierait *"avec le diable pour lutter contre le Front National"*.

Et comme pour mieux nous encourager à nous mobiliser dans *"cette bataille vitale pour la démocratie"*, ils sont tous prêts à montrer l'exemple. C'est ce à quoi on eu droit au

cours des dernières élections législatives partielles où il n'était question que d'appeler à *"un rassemblement de tous les démocrates"* et à *"un large front humaniste contre le FN"*.

A ce niveau la gauche a joué au porte-drapeau et le PC a été le plus actif qui a appelé à *"l'unité des forces de gauche"* et à une manifestation qui devait réunir le PS, le PC, SOS-Racisme, le MRAP, les Jeunesses communistes, la CGT, la CFDT et la FEN. Chose incroyable il y a quelques mois encore, les deux grands partis de la gauche ont même donné des signes de vote pour les candidats de droite qui se trouvaient face au FN.

Il est vrai que ce discours n'est pas passé comme une lettre à la poste et que des mouvements d'humeur se sont exprimés "à la base". Comme disait un député PS : *"Il est difficile de demander à des gens qui se combattent depuis toujours de soudain s'embrasser sur la bouche"*.

Si ce discours a trouvé un relais puissant à droite, il a soulevé par contre beaucoup plus de problèmes qu'à gauche. Entre les Méhaignerie, Stasi et Séguin qui redoutent que la droite ne "se lèpénise" et les durs du RPR pour qui "il n'y a pas d'ennemis à droite", il y a eu de nombreux couacs. Mais le résultat est là : hormis à Dreux, les "forces démocratiques" ont barré la route au Front National.

Peu importe s'il y a eu des problèmes au sein des partis, peu importe si les électeurs n'ont pas très bien compris, en un mot, peu importe si la classe politique bourgeoise a mis en relief ses propres contradictions, l'important était que le message essentiel passe : il faut défendre, quel qu'en soit le prix à payer, cette chère démocratie.

Et pour que cette campagne ne puisse pas s'arrêter au lendemain des élections partielles, voilà qu'on nous la ressert avec "le procès Le Pen". Bon sang, mais c'est bien sûr ! Souvenez-vous, Le Pen avait fait une plaisanterie douteuse

Saint-Nazaire

LES SYNDICATS
NE PEUVENT ORGANISER
QUE LA DEFAITE

■ Après douze semaines de grève, les ouvriers des chantiers navals de Saint-Nazaire ont repris le travail. Et il ne fait aucun doute pour personne aujourd'hui -et encore moins pour eux- que cette lutte a abouti à une défaite cuisante.

Malgré la mobilisation ouvrière et la combativité qui s'est exprimée, la direction n'a quasiment rien cédé et les dernières feuilles de paie sont pratiquement vierges. Pire, la direction en est à imposer ses conditions en proposant une avance sur salaire équivalente à 75% du traitement perdu pendant la lutte que les ouvriers devront rembourser par des heures supplémentaires durant des semaines, voire des mois.

Mais faut-il s'étonner de cette situation ? Malheureusement non ! Les ouvriers ne font que payer leurs illusions vis-à-vis des syndicats. Car ce sont bien ces derniers qui sont responsables de ce nouvel échec qui en a démoralisé plus d'un.

C'est bien l'intersyndicale qui a pris les choses en mains dès le début et "dirigé" la lutte faisant même de la surenchère radicale par rapport aux ouvriers mêmes.

embarquant dans des pseudo-actions "dures", qui les a baladés en ville pour rencontrer des élus, qui les a fait manifester à plusieurs reprises, soi-disant pour rencontrer d'autres ouvriers, en fait pour se retrouver face à des délégations syndicales d'autres entreprises.

C'est toujours l'intersyndicale qui a bénéficié de la complicité de la direction des chantiers, celle-ci ayant imposé le lock-out, pour pousser les ouvriers à "occuper le site". Les nombreuses expériences faites par la classe ouvrière depuis des dizaines d'années ont largement prouvé que l'"occupation" est le piège par excellence qui amène les ouvriers à s'enfermer, à s'isoler, donc à se couper du reste du monde ouvrier mais aussi à épuiser leurs forces sans que cela n'aboutisse à un quelconque résultat.

C'est encore l'intersyndicale qui a mobilisé les ouvriers derrière une "bataille" à rebondissements multiples pour "obtenir de la direction des négociations" et du gouvernement "qu'il intervienne pour débloquer la situation". Là aussi, c'est un jeu qu'ils ont orchestré à trois (syndicats-direction-gouvernement) sur le dos des ouvriers, chacun renvoyant aux autres la responsabilité du blocage de la situation. Cette comédie de "l'impasse" s'est particulièrement développée dès le début décembre, quand le gouvernement a envoyé "son conciliateur" qui devait constater, soi-disant impuissant, "l'importance de l'écart" entre les positions des syndicats et celle de la direction.

Pour déboussoler et démoraliser les ouvriers, les trois comparses ne pouvaient mieux agir.

Et c'est bien ce qui est arrivé progressivement depuis, amenant les ouvriers à rentrer tête basse ; ce qui n'a pas empêché l'intersyndicale de continuer à jouer les matamores, de lancer, comble du cynisme, des appels à "des débrayages tournants" et même, pour la fin décembre, une campagne de pétitions pour "exiger... la réouverture des négociations salariales".

Voilà ce qu'est la lutte avec les syndicats ! Les ouvriers de St-Nazaire paient, c'est certain, le prix de leurs illusions. Ils paient parce qu'ils se sont mis à la remorque des syndicats, parce qu'ils leur ont confié la direction de leur combat.

Et il ne faut pas s'étonner que les syndicats fassent le seul travail qu'ils savent faire, le seul travail pour lequel ils sont fait : le sabotage des luttes ouvrières.

Aujourd'hui, croire qu'on peut compter sur les syndicats, qu'ils seraient malgré tout les "représentants des ouvriers" face au gouvernement et au patronat, qu'on peut obtenir quelque chose en les utilisant, c'est une illusion.

De même, croire qu'ils sont "les meilleurs défenseurs des ouvriers" -parce qu'ils le clament sans cesse, parce qu'ils se donnent actuellement une image "combative", parce qu'ils jouent la comédie de "l'unité", c'est se livrer aux mains de l'ennemi.

Attaqués de toutes parts, sans cesse et de plus en plus, les ouvriers n'ont pas d'autre choix que de se battre mais ils ne doivent compter pour cela que sur eux-mêmes. Ce sont leurs innombrables expériences faites avec les syndicats, notamment ces vingt dernières années, qui prouvent une telle nécessité.

JE (16/12/89)

sur le nom d'un ministre, comme il a fait tant de réflexions racistes depuis. Comme par hasard, c'est aujourd'hui que les "démocrates" veulent le lui faire payer. Et pour gonfler un peu plus la campagne, on en appelle à tous les "démocrates" d'Europe, en particulier à ceux qui siègent à Strasbourg, pour que Le Pen ne puisse plus bénéficier de son immunité parlementaire et qu'il puisse être jugé par la "démocratie". Rien n'est innocent, ni fortuit, dans ce que fait la bourgeoisie. Cette campagne bien française n'est là que pour concrétiser et renforcer celle, plus ample et plus générale, qu'orchestre toute la bourgeoisie occidentale sur la "victoire de la démocratie sur le socialisme" depuis que le bloc de l'Est s'est effondré.

Aujourd'hui il faut lutter partout dans le monde pour "les droits de l'homme" et la "liberté". Si des peuples entiers se battent pour découvrir ou retrouver la "démocratie", n'est-il pas normal de se battre pour la renforcer chez nous ? Et voilà, le tour est joué ! Tous ces hypocrites et menteurs qui cherchent à nous enchaîner à leur système et à sa défense, ne se gênent pourtant pas dans le même temps à mettre en place une politique anti-immigrés qui n'est en fait qu'une politique anti-ouvrière ; et en plus ils ont le culot de la mener au nom de la démocratie !

Pour la bourgeoisie, il y a le discours et il y a la réalité : le discours, c'est mystifier et enchaîner la classe ouvrière derrière elle, son système, sa "démocratie" aujourd'hui ; la réalité, c'est l'attaquer toujours plus fort.

JE

BILAN DES ANNEES 80 :

UNE EXPERIENCE INESTIMABLE DE LUTTES POUR LA CLASSE OUVRIERE

Pour la bourgeoisie "démocratique" des pays occidentaux, les années 80 se sont terminées dans une sorte d'apothéose. Tous ses médias aux ordres, la presse, la télévision, n'ont pas de mots assez enthousiastes pour chanter le triomphe de la "démocratie" et de la "liberté" dans les pays de l'Est, et surtout pour célébrer "la mort du communisme". Certes, les idéologues appointés de la bourgeoisie sont prêts à reconnaître qu'ici non plus les choses ne sont pas parfaites, mais c'est pour ajouter immédiatement que le capitalisme constitue de toutes façons "le seul type de société viable". C'est évidemment la classe ouvrière que visent avant tout ces cam-

pagnes. Il faut que les ouvriers se persuadent qu'il est inutile de rêver à une autre société, que leurs combats actuels ne peuvent avoir d'autre objet, d'autre perspective, que de s'aménager, sous la houlette bienveillante des syndicats, une petite place dans un capitalisme éternel. Ce faisant, il faut aussi que la classe ouvrière perde de vue les leçons de l'expérience de ses luttes passées, et particulièrement celle des dix dernières années, qu'elle oublie toutes les avancées auxquelles elle est parvenue au cours de cette période. C'est pour cela qu'au terme de la décennie 80, il revient aux révolutionnaires de rappeler à leur classe ces enseignements.

■ Quels étaient les enjeux auxquels était confrontée la classe ouvrière au cours de la décennie qui vient de s'achever ?

Ces enjeux étaient considérables. La classe ouvrière se devait de faire face à une énorme aggravation de la crise mondiale du capitalisme, une crise qui, depuis maintenant plus de 20 ans, témoigne de la faillite historique de ce système. Elle se devait en particulier d'opposer sa propre réponse de classe à la réponse de la bourgeoisie face à l'effondrement de son économie, l'intensification des attaques anti-ouvrières, l'aiguïssement des rivalités et des tensions impérialistes. Et le bilan global que l'on peut établir de la décennie écoulée, c'est que la classe ouvrière a su apporter cette réponse sur son propre terrain.

LES ENJEUX DES ANNEES 80

D'entrée, les années 80 ont mis en évidence la nature des enjeux de la période historique présente. Quelques jours avant le début de cette décennie, l'invasion de l'Afghanistan par les troupes de l'URSS avait indiqué quelle réponse la bourgeoisie propose à la crise mondiale : la guerre impérialiste généralisée. Immédiatement, en effet, il en avait résulté une aggravation incroyable des tensions entre les grandes puissances, le bloc américain se proposant de répliquer à cette avancée de son adversaire en mettant en oeuvre des moyens militaires à la hauteur de sa puissance économique. Mais, très rapidement, ces tensions devaient être mises momentanément en sourdine face au danger que représentait pour la bourgeoisie le développement de la lutte de classe. Les formidables combats ouvriers de Pologne, durant l'été 80, des combats où, spontanément et en quelques jours, la classe ouvrière s'était dotée d'une arme essentielle dans la période historique actuelle : la grève de masse, ont contraint les gouvernements des deux grands blocs à manifester leur solidarité anti-ouvrière par-dessus leurs rivalités impérialistes. C'est de façon concertée que l'Est et l'Ouest ont organisé toute une série de manoeuvres visant à empêcher une réelle solidarité de la part des ouvriers des autres pays à l'égard de leurs frères de classe de Pologne. En même temps, sur place, toutes les forces capitalistes du monde, chacune à sa façon (intimidation de la part de l'URSS, soutien à la constitution du syndicat Solidarnosc de la part des pays occidentaux, etc.) apportaient un appui systématique à la bourgeoisie polonaise lui permettant de dévoyer les luttes avant de déclencher une répression impitoyable, en décembre 81.

Après cette répression, la bourgeoisie avait mis à profit la défaite subie par la classe ouvrière pour provoquer en son sein le désarroi et la démoralisation ainsi qu'un recul de ses combats. Son objectif était de renverser la situation qui avait prévalu depuis la fin des années 60 où, face aux premières atteintes de la crise économique, le prolétariat avait ressurgi sur la scène historique (mai 68 en France, automne "chaud" italien en 69, hiver 70 en Pologne,...) après plusieurs décennies de contre-révolution, barrant de ce fait le chemin à une troisième guerre mondiale. Pour parvenir à ses fins, la bourgeoisie n'avait pas ménagé ses efforts. D'une part, elle avait poursuivi dans les principaux pays du bloc occidental (notamment aux USA en 81 et en Allemagne en 83) la mise en place de sa politique de "gauche dans l'opposition" inaugurée en 79 en Grande-Bretagne et destinée à saper de l'intérieur la combativité ouvrière. D'autre part, elle avait habilement partagé le travail entre ses différences forces politiques pour entraîner les ouvriers sur le terrain pourri du pacifisme : il revenait à la droite de mener une campagne belliciste intensive (Reagan était parti en croisade contre l'Empire du Mal", c'est-à-dire l'URSS) alors que les forces de gauche mobilisaient pour la "défense de la Paix", essayant de détourner les ouvriers du seul terrain où ils pouvaient effectivement s'opposer à la guerre mondiale : le combat de classe contre le capitalisme. Enfin, durant toute cette période, la bourgeoisie s'était lancée dans une course aux armements sans précédent (déploiement des "euromissiles" en Europe occidentale, programme de "guerre des étoiles", etc.) qui ne pouvait qu'aggraver la brutalité des attaques subies par la classe ouvrière au moment même où de développait à l'échelle mondiale la récession la plus profonde depuis 1929. Mais dès l'automne 83, avec les grèves massives du secteur public en Belgique, le prolétariat a fait la preuve que la bourgeoisie avait échoué dans sa tentative de le paralyser. Les luttes qui se sont déroulées à partir de ce moment ont confirmé que le cours historique était toujours aux affrontements de classe et non à la guerre impérialiste. Elles faisaient la preuve qu'après une courte période où les syndicats avaient réussi à redorer leur blason, grâce en particulier à la création puis à l'interdiction du syndicat "indépendant" Solidarnosc en Pologne, ils n'étaient plus en mesure d'enrayer la perte de leur influence dans la classe ouvrière, l'affaiblissement de leur capacité à entraver ses combats. En même temps, ces luttes, du fait notamment qu'elles ont dû se confronter à tout un éventail de manoeuvres politiques de la bourgeoisie, allaient constituer une expérience d'une valeur inestimable pour l'ensemble de la classe ouvrière mondiale.

FACE AUX LUTTES MASSIVES ET SPONTANÉES, LE DEPLOIEMENT DES ARMES BOURGEOISES

Durant la seconde partie de l'année 83 et au cours de toute l'année 84, la classe ouvrière a développé des combats d'une ampleur et d'une simultanéité inconnues par le passé. En quelques mois, après les grèves de Belgique, ce sont les Pays-Bas, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Suède, l'Espagne et l'Italie (pour ne citer que les pays les plus significatifs) qui sont tour à tour le théâtre de luttes ouvrières importantes. Dans certains de ces pays, comme la Belgique, les Pays-Bas (où le mouvement de grève est le plus important depuis le début du siècle) et la Grande-Bretagne, il s'agit de luttes extrêmement massives concernant des centaines de milliers d'ouvriers. Dans la plupart d'entre eux, ce sont plusieurs secteurs vitaux qui sont touchés simultanément ou successivement (secteur public et mines en Belgique, secteur public et docks aux Pays-Bas, chantiers navals, imprimerie et métallurgie en Allemagne, automobile, sidérurgie et mines en France, mines, docks et automobile en

Grande-Bretagne, sidérurgie et chantiers navals en Espagne). Enfin, un nombre significatif de ces luttes (surtout celles de 83) surgissent spontanément et obligent les syndicats à courir derrière pour ne pas en perdre le contrôle. Elles illustrent la tendance générale à l'affaiblissement de la capacité d'encadrement de la classe ouvrière par les syndicats, tendance qui se manifeste également par la chute spectaculaire de leurs effectifs (que les "spécialistes" bourgeois présentent évidemment comme une "crise de la classe ouvrière").

La bourgeoisie prend conscience immédiatement du danger. En particulier, elle organise un black-out total sur ces mouvements sociaux : c'est ainsi, par exemple, que les grèves du secteur public, en Belgique, n'ont eu droit aux honneurs de la presse française que plusieurs semaines après leur début parce que... plusieurs dizaines de détenus s'étaient évadés à cause de la grève des gardiens de prison.

Mais la riposte capitaliste ne se limite évidemment pas au black-out. C'est tout un dispositif qui est mis en place par la classe dominante afin de contrer la lutte ouvrière.

D'une part, les campagnes pacifistes redoublent d'intensité en même temps que toutes sortes de scandales sont exhibés afin de créer des diversions (comme si le scandale principal n'était pas la misère intenable, la barbarie sans limites que le capitalisme moribond impose à la classe ouvrière et à l'ensemble de l'Humanité !). Mais c'est maintenant de façon beaucoup plus directe, sur son propre terrain que le prolétariat est attaqué.

Ainsi, face à la combativité ouvrière, la bourgeoisie n'hésite pas à déclencher la répression, non pas seulement dans la toute jeune "démocratie" espagnole (où les affrontements avec la police sont quotidiens lors de la grève des chantiers navals de 84), mais aussi dans le pays "le plus démocratique du monde", la Grande-Bretagne, où le mythe du "gentil bobby" est mis à mal par les 3 morts, les centaines de blessés et d'arrestations qui marquent la grève des mineurs de 84-85. Cette répression n'a pas pour seul objectif d'intimider les ouvriers. Elle est adroitement utilisée par toutes les forces bourgeoises, de droite et de gauche, pour créer des abîmes de fixation visant à détourner les ouvriers en lutte de leurs revendications initiales et d'épuiser leur combativité dans des escarmouches sans fin. C'est ainsi qu'en Grande-Bretagne, par exemple, le NUM (syndicat des mineurs), en organisant des piquets de grève qui se heurtent régulièrement à la police, enferme les ouvriers des mines dans la prison du corporatisme, tout en se créant une image de "radicalisme" qui lui permet de mieux contrôler la classe ouvrière.

En fait, au cours de cette période, les syndicats constituent une nouvelle fois, partout dans le monde, l'instrument essentiel de la bourgeoisie visant à défaire les luttes ouvrières. Organisation de "journées d'action" démobilisatrices, convocation de manifestations-entrevues, mise en avant de re-

LES EXIGENCES DU COMBAT DE CLASSE : PRISE EN MAIN ET UNIFICATION DES LUTTES

Les combats massifs du printemps 86 en Belgique, qui avaient mobilisé près d'un million de travailleurs (plus de 10% de la population totale du pays), s'inscrivaient dans un vaste mouvement de luttes de grande ampleur dans de nombreux pays :

"En moins d'un an, effet, outre des mouvements importants dans une multitude de pays dans le monde entier, allant des USA (sidérurgie, employés municipaux de Philadelphie et Detroit durant l'été 86) à la Yougoslavie (vagues de grèves sans précédent au printemps 87), en passant par le Brésil (plus d'un million et demi d'ouvriers de nombreux secteurs en grève en octobre 86 et nouvelle vague massive en avril-mai 87), l'Afrique du Sud (grèves dans les mines et les chemins de fer), le Mexique (manifestations massives de plusieurs secteurs en appui aux électriciens en grève), la Suède (des dizaines de milliers de grévistes à l'automne 86) et la Grèce (près de 2 millions d'ouvriers en grève en janvier 87), on a pu assister à quatre mouvements majeurs très significatifs affectant le coeur du prolétariat mondial : l'Europe occidentale. Il s'agit :

- des grèves massives en Belgique au printemps 86 ;
- du très important mouvement des travailleurs des chemins de fer en France en décembre 86 ;
- de la grève des 140 000 travailleurs de British Telecom en Grande-Bretagne, fin janvier 87 ;
- de la vague de luttes affectant de nombreux secteurs en Espagne au printemps 87.

L'ensemble de ces mouvements confirme donc que la 3ème vague de luttes ouvrières depuis la reprise historique de la fin des années 60, et qui avait débuté à l'automne 83... en Belgique, a une toute autre durée, ampleur et profondeur que la 2ème (78-80), et que le piétinement qu'elle avait connu en 85... ne remettait pas en cause sa dynamique d'ensemble." (Résolution sur la situation internationale du 7^{ème} congrès du CCI, Revue Internationale n°51)

Ainsi se confirmait, dans la seconde moitié des années 80, toute l'importance historique des combats de classe qui avaient débuté en 83, lesquels, désormais, mettaient à l'ordre du jour l'exigence de l'unification. Depuis, cette exigence, qui représente un pas considérable dans le développement de la lutte ouvrière, n'a pu se réaliser véritablement. Cependant, de nombreuses luttes ont manifesté des avancées vers cette perspective. Il en a été ainsi, par exemple, de la grève à la SNCF où les assemblées générales, qui constituent une des bases essentielles de toute démarche vers l'unification, se sont tenues de façon quotidienne, de même que dans les luttes de l'enseignement en Italie au printemps 87, où les "Cobas" (Comités de base) ont constitué, avant qu'ils ne deviennent le champ clos des manoeuvres des gauchistes, un réel effort de la classe dans le sens d'une prise en main de son combat. Sur un autre plan, les luttes en Grande-Bretagne du début 88, dans la santé et dans l'automobile, ont témoigné d'une prise de conscience de la nécessité de la solidarité active, dans le combat, des divers secteurs en lutte. De même, les grèves de la fin 87 en Allemagne, au coeur d'un des centres industriels les plus importants du monde, la Ruhr, avaient exprimé une tendance similaire lorsque des dizaines de milliers d'ouvriers de cette zone étaient entrés en

vendications étrangères au terrain de classe prolétarien, telles que la "défense des syndicats" ou de l'économie nationale ("produisons français", "non au charbon étranger", etc.) : ce sont là quelques-uns des procédés employés par ces zélés défenseurs de l'ordre capitaliste pour saboter le combat ouvrier. Mais là où ils se montrent les plus dangereux, c'est lorsqu'ils reprennent à leur compte les besoins réels de la lutte, tels que la classe ouvrière les ressent de plus en plus clairement, afin de les dénaturer complètement. C'est ainsi que la solidarité de classe avec les ouvriers en lutte prend, avec les syndicats, la forme, non de l'élargissement du combat, mais de l'organisation de quêtes conduisant les ouvriers des autres secteurs à se donner l'illusion qu'ils "font quelque chose" en même temps qu'elles poussent les premiers à s'enfermer durant des semaines et des mois dans un combat isolé et, de ce fait, sans espoir. De même, les appels à l'"extension" lancés par les syndicats n'ont pas d'autre objectif que l'isolement des luttes. Comme on a pu le voir lors de la grève des mineurs en Grande-Bretagne (et en de nombreuses autres occasions), les syndicats sont prêts à organiser l'"extension", y compris par des moyens "musclés" (tels que les "piquets volants"), dès lors qu'il s'agit d'une extension dans l'entreprise ou dans le secteur. Ainsi, ils éloignent les ouvriers de la véritable extension qui est une extension géographique, tous secteurs confondus.

Après la poussée impétueuse des luttes ouvrières au cours des années 83 et 84, l'ensemble des manoeuvres bourgeoises, de même qu'une politique capitaliste de dispersion des attaques économiques, visant à disperser les luttes elles-mêmes, avait réussi à provoquer un certain répit du combat ouvrier. En outre, dans plusieurs pays, là où les syndicats s'étaient le plus discrédités par leurs manoeuvres de la période précédente (notamment en France où ils payaient le gouvernement d'union de la gauche entre 81 et 84), ces derniers mettaient à profit ce discrédit pour détourner les ouvriers de la lutte avec... des appels répétés à celle-ci. Mais ce répit ne pouvait être que de courte durée car l'aggravation de la crise contraignait la bourgeoisie à porter des attaques de plus en plus frontales alors que la classe ouvrière avait transformé le répit de ses luttes ouvertes en un moment de réflexion sur ses expériences passées. Dès le printemps 86, en Belgique, la classe ouvrière répondait aux plans d'austérité par une série de luttes encore plus massives que celles de 83 et qui paralysaient pratiquement le pays pendant plus d'un mois. Dès lors était posée à la classe ouvrière la perspective générale de ses combats à venir. Non plus une simple extension des luttes, que la bourgeoisie pouvait défaire en isolant les ouvriers dans chacun des secteurs concernés, mais l'unification de celles-ci, unification qui comporte en particulier leur prise en main consciente par les ouvriers, en dehors du contrôle syndical.

lutte en solidarité avec leurs camarades de Krupp.

Face à cette exigence et à ces tendances, la bourgeoisie n'est évidemment pas restée inactive. Au fur et à mesure que se radicalisait la lutte ouvrière, elle déployait de nouvelles facettes de sa politique visant à contrer les combats et la prise de conscience du prolétariat. A côté des syndicats classiques, dont le discrédit aux yeux des ouvriers ne cessait de croître, elle a mis en place de façon de plus en plus fréquente la carte du "syndicalisme de base" ou "de combat" qui, grâce à ses "critiques" des centrales officielles, a pour fonction de ramener dans le giron du syndicalisme les ouvriers qui sont dégoûtés par la politique de ces centrales. Et lorsque le syndicalisme de base (promu en général par les groupes gauchistes) ne suffisait plus, ce sont les "coordinations" (contrôlées par les mêmes gauchistes) qui ont pris la relève (notamment en France et en Italie, là où le syndicalisme rencontrait la plus grande méfiance). Du fait que ces organes prétendent tirer leur légitimité des assemblées générales, qu'ils se présentent comme étrangers au syndicalisme, ils ont constitué dans différents mouvements (SNCF en 86 et hôpitaux en 88, en France ; chemins de fer en Italie, en 87-88) d'utiles compléments à celui-ci, préparant le terrain à son retour (comme on l'a vu en France, après la grève de la santé). De tels organes constituent à deux titres un moyen de dévoiement des nécessités de la lutte de classe dans la perspective de son unification. En se prétendant "issus de la base", ils prennent les devants d'une réelle prise en main de la lutte par les assemblées générales. En proposant une centralisation prématurée du combat, alors que les conditions d'une telle centralisation, la prise en mains et l'extension géographique des luttes, n'existent pas encore, ils participent activement à son enfermement corporatiste.

Cependant, même si cet ensemble de manoeuvres est parvenu, jusqu'à présent, à barrer à la classe ouvrière le chemin de l'unification de ses combats, le simple fait que la bourgeoisie ait été conduite à faire appel à de tels organes, de même qu'aux groupes gauchistes, illustre les réelles avancées qui se sont produites dans la lutte et la conscience du prolétariat tout au long des années 80. En particulier, ces années resteront marquées par une usure sans précédent dans l'histoire de l'arme principale du capitalisme contre la classe ouvrière : les syndicats.

Aujourd'hui, l'utilisation par les campagnes bourgeoises de l'agonie du stalinisme, le nouveau souffle des illusions démocratiques et réformistes qu'elle engendre, permettent un retour de ces mêmes syndicats au sein des luttes ouvrières, un retour momentané mais puissant. La classe ouvrière pourra d'autant mieux et rapidement redresser la situation, qu'elle saura garder en tête et faire vivre dans les luttes que les attaques capitalistes la contraindront à développer, tous les précieux enseignements des combats qu'elle a menés au cours des années 80. Il appartient aux révolutionnaires de participer pleinement à cet effort du prolétariat.

FM (17-12-89)

LE COUP DE MAIN DE "LUTTE OUVRIERE" AUX MENSONGES DE LA BOURGEOISIE

■ Pendant 50 ans, les trotskystes se sont fait les rabatteurs zélés de cet ennemi de toujours de la classe ouvrière qu'est le stalinisme. Que ce soit dans leur défense "critique" mais indéfectible- de l'Etat stalinien d'URSS, au nom de laquelle ils ont joué les sergents-recruteurs de l'embrigadement des ouvriers dans l'anti-fascisme durant la deuxième guerre mondiale, et ont depuis lors appelé à la défense du camp impérialiste russe contre son rival occidental dans les zones d'affrontements entre les deux blocs. Que ce soit dans la fidélité avec laquelle ils ont apporté dans tous les pays leur soutien "critique" aux partis staliniens, s'efforçant de les présenter aux ouvriers qui s'en détournent de plus en plus comme des "partis malgré tout ouvriers".

Aujourd'hui que le stalinisme s'effondre, et avec lui le bloc impérialiste russe, il faut bien que les trotskystes s'adaptent à la nouvelle situation. Et on peut leur faire confiance : si aujourd'hui le stalinisme ne peut plus à l'évidence prétendre jouer le rôle d'efficace moyen d'encadrement de la classe ouvrière qui a été le sien durant des décennies, les trotskystes entendent ne pas rester pour autant sur la touche. Fidèles à ce qui est leur fonction de toujours : jouer les rabatteurs des armes anti-ouvrières déployées par la classe dominante, les voilà qui, ni une ni deux, se mettent immédiatement au service des campagnes idéologiques de l'heure de la bourgeoisie.

L'exemple le plus répugnant de la capacité d'adaptation de ces chiens de garde de l'ordre bourgeois est certainement donné par "Lutte Ouvrière".

LA CAUTION RADICALE DE L.O. AU MENSONGE DU COMMUNISME EN URSS

C'est en adoptant un discours particulièrement radical que LO développe sa propagande sur les événements à l'Est. En apparence, elle semble même détonner vis-à-vis de la "Gorbimania" en vogue dans la plupart des discours bourgeois aujourd'hui : ainsi LO n'a pas de mots assez durs contre Solidarnosc, LO multiplie les mises en garde vis-à-vis de Gorbatchev, LO s'alarme longuement des attaques anti-ouvrières qui se préparent derrière les convulsions actuelles à l'Est. Mais c'est pour tenir un discours qui vient insidieusement entretenir les campagnes actuelles de la bourgeoisie. Car ce que LO reproche à Gorbatchev, c'est ni plus ni moins que son intention inavouée de "brader les acquis d'Octobre 17" ! "Le socialisme de marché des réformateurs -explique LO dans sa brochure "Où va l'URSS de la perestroïka ?"- n'est rien d'autre qu'un programme de retour au capitalisme" et d'ajouter : "Evidemment, dans cette éventualité, il ne resterait plus rien des acquis de la révolution prolétarienne de 1917". Autrement dit et jusqu'à nouvel ordre, l'URSS n'est pas un pays capitaliste et il y a des acquis prolétariens à défendre dans le système stalinien en URSS ! Ce faisant, LO est tout à fait fidèle à l'orthodoxie trotskyste sur la défense de l'URSS et au programme trotskyste pour qui "le socialisme", c'est "les nationalisations", "la propriété d'Etat des moyens de production", "le monopole du commerce extérieur" et "la planification", c'est-à-dire un programme de capitalisme

d'Etat correspondant au modèle stalinien, et où ne réside pas plus d'"acquis ouvrier" que dans les nationalisations, les planifications ou autres moyens de contrôle de l'Etat sur l'économie qui existent dans les pays occidentaux.

Mais surtout, la bourgeoisie ne peut pas rêver aujourd'hui meilleur soutien à sa campagne actuelle d'identification du stalinisme au communisme et à l'utilisation qu'elle fait de l'effondrement du stalinisme pour inculquer l'idée que c'est le communisme qui fait faillite et avec lui tout espoir de révolution prolétarienne. Alors que, ces dernières années, le mythe de l'URSS "socialiste" et l'idée même d'une "différence de nature" entre les pays de l'Est et ceux d'Europe occidentale avaient pris, sous les effets de la crise mondiale du capitalisme, un sérieux coup dans l'aile, la bourgeoisie se sert des événements actuels pour redonner force à ce mensonge et s'en servir pour déboussoler la classe ouvrière, dénaturer à ses yeux les objectifs de son combat, lui enlever toute perspective. Et elle peut compter sur les trotskystes pour lui donner un coup de main dans cette entreprise. Sans avoir l'air d'y toucher, LO vient ainsi cautionner toute la campagne de la classe dominante, fournissant des arguments pseudo-théoriques et une coloration pseudo-révolutionnaire à l'idée qu'il y a quand même quelque part une continuité entre la révolution prolétarienne et les régimes staliniens et que ces derniers représentent en dernière instance un "modèle" et une "boussole" pour les luttes ouvrières.

L.O. ENFOURCHE LE CHEVAL DE LA "DEMOCRATIE" ET CHERCHE A Y ENCHAINER LA CLASSE OUVRIERE

Mais LO ne se contente pas de participer aux efforts de toute la bourgeoisie pour dénaturer aux yeux de la classe ouvrière sa perspective révolutionnaire. Elle est partie prenante également (au même titre d'ailleurs que sa consœur la LCR), de l'offensive bourgeoise qui cherche à entraîner les ouvriers sur le terrain pourri de la défense de la démocratie, des syndicats, des "libertés" et d'une manière générale de tous les attributs de la dictature bourgeoise à l'occidentale.

Ainsi, après avoir expliqué que les "réformateurs" en URSS menacent les fameux "acquis d'Octobre", LO explique (dans la même brochure déjà citée) que les réformes ont quand même du bon pour la classe ouvrière. Tiens donc ! Écoutons LO : "Le processus de libéralisation du régime engagé par Gorbatchev donne à la classe ouvrière la possibilité de devenir une véritable force politique indépendante, et c'est là où réside le seul aspect positif de la situation, mais il est de taille" (...) "Si la démocratisation de l'URSS se réalisait avec la participation pleinement consciente de la classe ouvrière, non seulement elle irait jusqu'au bout de ses possibilités, mais elle prendrait un tout autre cours que celui engagé par Gorbatchev". Lequel donc ? LO répond : "S'il s'avérait que la classe ouvrière soviétique profite des actuelles libertés politiques pour s'exprimer et défendre la propriété collective des moyens de production contre toutes les tentatives de retour à la propriété privée et qu'elle le fasse en tant que force indépendante et pas

derrière les bureaucrates conservateurs, cela voudrait dire qu'elle reste attachée aux acquis d'Octobre 1917, donc que ceux-ci sont encore vivaces et vivants". En un mot, selon LO, la classe ouvrière n'aurait que des amis parmi les fractions de la bourgeoisie qui s'opposent en URSS ! Les uns -les conservateurs- seraient ses alliés objectifs parce que attachés aux fameux "acquis" du capitalisme d'Etat stalinien, les autres -les réformateurs- le seraient aussi parce que... ils donneraient à la classe ouvrière les moyens de défendre le programme... des premiers ! Magnifique gymnastique de la part de "Lutte Ouvrière", dont il y aurait de quoi rire si ce n'était pas un scénario dramatique pour la classe ouvrière que ces charognards n'étaient pas en train de nous concocter. D'ailleurs, c'est avec encore moins d'ambiguïté que LO encourage la classe ouvrière d'Allemagne de l'Est et de Tchécoslovaquie à s'engager dans le même piège en se laissant entraîner dans la défense d'une fraction de la bourgeoisie contre une autre, lorsqu'elle s'écrie, à propos de l'agitation démocratique en Tchécoslovaquie qui réclame des élections libres et une nouvelle constitution : "Eh bien, il faut souhaiter que le mouvement contamine les travailleurs qui ont commencé à se manifester, qu'il contribue à leur faire prendre conscience de leur force".

Ce discours de valorisation des thèmes "démocratiques" ne s'adresse d'ailleurs pas qu'aux ouvriers de l'Est, mais bien surtout à la classe ouvrière d'ici. En cautionnant ainsi le mouvement de démocratisation, le soi-disant "vent de liberté" venu de l'Est et en lui donnant une coloration pseudo-ouvrière, LO ne fait que participer aux efforts de la classe dominante pour tenter de faire abandonner à la classe ouvrière son terrain de classe et de la faire adhérer à la défense de la démocratie bourgeoise, présentée comme "le bien le plus précieux". Comme par hasard les thèmes de la "démocratie" et de la "liberté" font ces derniers temps, toutes les "unes" de LO qui les met désormais à toutes les sauces, qu'il s'agisse de parler de la situation en Europe de l'Est, du foudard islamique, des grèves à Peugeot ou de la montée de Le Pen...

La classe ouvrière n'a rien à gagner dans ce programme de défense de la démocratie que lui propose LO, pas plus ici en Occident que dans les pays de l'Est. Sa "force indépendante", dont LO a plein la bouche, passe uniquement par le rejet tant du miroir aux alouettes démocratique que par celui du mythe des "acquis d'Octobre", elle se situe, ici comme là-bas, dans sa capacité à rester résolument sur son terrain de classe, sur son terrain de résistance de classe à l'exploitation capitaliste.

Les trotskystes de LO sont certes contraints à de difficiles exercices de funambulisme pour continuer à jouer leur rôle anti-ouvrier dans la situation présente. Mais au-delà de leurs hésitations entre le soutien aux réformateurs et autres démocrates et la défense de la vieille garde stalinienne, ils confirment qu'ils ont choisi leur camp depuis longtemps : c'est celui de la bourgeoisie.

PE

COURRIER DES LECTEURS

AUJOURD' HUI COMME HIER,

SOLIDARNOSC EST LE PIRE ENNEMI DES OUVRIERS DE POLOGNE

Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre de lecteur qui aborde différentes questions : le rôle des syndicats, celui des gauchistes de "Lutte Ouvrière" et pour finir la situation en Pologne et la nature de Solidarnosc. C'est la partie traitant de cette dernière question, suivie de notre réponse que nous publions ici.

(...) Au sujet du syndicalisme, je ne sais quelle est votre position vis-à-vis de Solidarité (je ne suis pas lecteur de RI depuis assez longtemps) mais j'ai lu dernièrement deux ouvrages qui m'ont quelque peu éclairé sur la question : le livre de Lech Walesa : "Un chemin d'espoir" et celui d'Adam Michnik "Penser la Pologne". Ce dernier surtout est important, car oeuvre d'un penseur attentif et modéré. Il met l'accent sur deux thèmes importants :

- Tout d'abord la prudence à adopter dans chaque mouvement de revendications. 1970 est trop présent dans les esprits. Prague, Budapest, sont des cicatrices encore béantes. Michnik met sans cesse l'accent sur le danger soviétique réel qui dicte toute forme d'opposition : forcément modérée et avançant à petits pas, mais ferme dans ses objectifs. La classe ouvrière polonaise, exaspérée par les hausses de prix à répétition, le mépris des milices et du gouvernement, pouvait-elle agir autrement qu'elle ne l'a fait ? Solidarité a été une impulsion formidable qui, dans les luttes de 81, alors qu'elle n'était encore qu'un embryon, avec l'aide de quelques intellectuels et la volonté de la base, a permis d'élargir le cadre des revendications aux 21 propositions finalement signées.

- Ensuite, il y définit parfaitement le rôle historique de l'Eglise, puissance capitale, structurée : forte d'une influence morale qui n'ose pas (ne peut pas) briser le gouvernement, elle est un contre-pouvoir relativement favorable aux ouvriers et ne leur refusant pas un soutien au moins verbal. Certes, elle trouve dans l'affaire de quoi satisfaire des appétits, mais elle était alors un allié puissant.

Mais Lech Walesa et Michnik mettent nettement en garde et définissent parfaitement les limites de leur action. Solidarité n'a jamais postulé la destruction de l'Etat ni même du communisme. Solidarité a voulu s'imposer comme mouvement de défense des ouvriers et non comme mouvement politique d'opposition.

Aujourd'hui la situation est plus claire encore. Solidarité est un appareil syndical énorme, qui va se bureaucratisant et qui défend le gouvernement en place, même si cela doit être demain contre les ouvriers. Mazowiecki veut faire de la Po-

logne un pays libéral-capitaliste-démocratique. Grâce à l'ère Gorbatchev, il semble avoir les mains libres. Le syndicat semble le soutenir. (...)

NOTRE REPONSE

■ Nous ne pouvons qu'encourager l'attitude qui est la tienne de recherche des positions de classe et de dénonciation des syndicats qui, comme tu le dis, "baladent les ouvriers... refusent l'extension", comme à Peugeot par exemple, dénonciation que tu appliques aussi justement à LO qui ne rate pas une occasion, en fait, de soutenir les syndicats, ce que tu appelles le "traquenard syndical".

Tu te poses cependant des questions concernant le syndicat Solidarité en Pologne et l'action d'éléments comme Walesa, président de Solidarité, et Michnik, l'un des fondateurs du KOR.

Tu penses que Solidarité aurait été "une impulsion formidable" ; il aurait permis "d'élargir le cadre des revendications aux 21 propositions finalement signées" ; son seul souci aurait été de "s'imposer comme mouvement de défense des ouvriers et non comme mouvement politique d'opposition" ; Solidarnosc, aujourd'hui, irait "se bureaucratisant et défend le gouvernement en place, même si cela doit être demain contre les ouvriers".

Nous allons rappeler brièvement notre position sur des questions aussi essentielles, et nous renvoyons à d'autres articles de notre presse (1), pour de plus amples développements.

Rappelons d'abord une vérité générale : en aucun cas, on ne peut juger les gens d'après ce qu'ils disent d'eux-mêmes et ce qu'ils disent faire, mais sur ce qu'ils font pratiquement. Mais, au cas particulier, même certains dires de Solidarité sont très clairs, dès 1980 :

"Pour dire les choses comme elles sont, nous avons le sentiment, depuis deux bons mois, que le pouvoir était, d'une certaine façon, dépassé par les événements, et qu'il fallait que le syndicat, fort du soutien populaire dont il bénéficie, prenne en compte la réalité des difficultés économiques et en explique les conséquences (...) : arrêter toutes les actions revendicatives et chercher à établir un programme social qui prenne en compte les données de la crise économique..." (Extrait de l'entretien avec un expert-conseiller de Solidarité, publié dans "Le Monde" du 17.12.80).

Et de fait, depuis ses débuts, l'attitude du syndicat Solidarité n'a pas varié. Elle a toujours constitué un barrage directement élevé contre les luttes ouvrières. Rappelons les faits : dans ses luttes, en juillet-août 1980, à partir de revendications alimentaires face à la pénurie, la classe ouvrière a été rapidement amenée à s'organiser de manière autonome, en assemblées générales souveraines, nommant et contrôlant de façon permanente les membres révocables des comités de grève qu'elle envoyait aux délibérations rendues publiques par voie de haut-parleurs et qui étaient les organes exécutifs des décisions de l'assemblée.

Une des revendications majeures mises en avant dans les assemblées était la dissolution du carcan que constituaient les syndicats officiels, ces milices de l'Etat dans les usines, dont la tâche principale était la surveillance des quotas de production des ouvriers.

Dans les débats permanents que suscitait le mouvement, s'exprimaient des positions diverses comme celle des membres de l'opposition pro-occidentale du KOR et aussi celle des partisans d'un "syndicalisme libre". Cette dernière idée a connu un rapide succès dans les assemblées car les ouvriers voyaient, dans le "syndicalisme libre", la possibilité de manifester leur liberté face au pouvoir stalinien. Ils exprimaient par là le poids important des illusions démocratiques qui pèsent sur eux. C'est dans ces conditions que les Walesa et consorts sont parvenus à placer, comme première revendication, la constitution de "nouveaux syndicats libres et indépendants". Ainsi, le piège principal se mettait en place.

En acceptant le principe de nouveaux syndicats, les ouvriers laissaient se créer une brèche qui signifiait l'acceptation d'une délégation de pouvoir à une minorité agissante, la création d'une structure hiérarchisée qu'ils n'allaient plus contrôler, extérieure à eux et qui les privait de leur force essentielle : leur propre organisation, leur propre unité basée sur les AG souveraines et les comités de grève élus et révocables.

Très rapidement, de publique, la négociation entre le MKS et l'Etat, qui aboutit aux accords de Gdansk de fin août 80, devint secrète et échappa au contrôle des assemblées générales pour devenir une affaire de "spécialistes de la conciliation". C'est le KOR, conseiller de Solidarité qui, au moment de l'établissement par le comité inter-entreprises de Gdansk de la liste des revendications, met en garde les ouvriers contre "des revendications qui, soit acculent le pou-

(SUITE PAGE 6)

"LIBERTES DEMOCRATIQUES", "INDEPENDANCE NATIONALE" ...

DES ILLUSIONS QUI PEUVENT COUTER CHER AUX OUVRIERS DES PAYS DE L' EST

■ Depuis plusieurs mois, avec l'effondrement du bloc russe, on voit s'exprimer dans tous les pays de l'Est un gigantesque sentiment anti-stalinien, un mouvement où la haine des PC et de la terreur stalinienne se montrent au grand jour, où les populations sont entraînées vers le miroir aux alouettes de "la démocratie", de "la liberté", mais aussi où la classe ouvrière à l'Est se trouve aujourd'hui piégée. Partout, elle qui n'a pas plus à gagner sous le joug de la "démocratie libérale" que sous celui du stalinisme, on l'a vu abandonner son terrain de classe, celui des revendications économiques, pour le terrain bourgeois des revendications "démocratiques".

Ainsi en Tchécoslovaquie, on nous a montré -avec complaisance- les ouvriers de Prague et ceux d'Ostoya, de Kladno, de centres industriels d'importance, se mettre en grève, manifester contre le PC mais aussi derrière les futurs exploités type Dubcek ou du Forum Civique, pour la "démocratie".

En RDA, à Berlin mais surtout dans les principales villes ouvrières comme Dresde ou Leipzig, les ouvriers se mettaient petit à petit en grève, se mobilisaient pour la "liberté", exigeaient des "syndicats libres", contre "les indics dans nos usines", c'est-à-dire les syndicats officiels du SED.

En URSS encore, alors que pendant les grèves de cet été les mineurs de Sibérie, malgré leurs illusions démocratiques, mettaient en avant essentiellement des revendications économiques, ceux qui étaient en grève dans le complexe minier de Vorkouta en Sibérie au mois de novembre, gangrenés par les discours démocratiques, ne mettaient en avant que des revendications "politiques", "démocratiques", demandant en premier l'abolition de l'article 6 de la constitution qui donne le rôle dirigeant au PCUS.

Partout à l'Est se manifestent ces illusions sur la "démocratie" dans les rangs de la classe ouvrière : en Pologne, en

Hongrie, en Bulgarie, etc., les ouvriers sont entraînés dans le flot des mystifications "libérales" qui remplissent le vide créé par l'effondrement du stalinisme. C'est aussi sur le terrain du nationalisme que les ouvriers se font embarquer, sur la base du sentiment anti-russe accumulé depuis tant d'années et du "mouvement démocratique" qui gagne l'Est. Ce sentiment nationaliste qu'on connaissait déjà comme en Arménie ou en Georgie, en Azerbaïdjan et dans d'autres républiques soviétiques réclamant l'indépendance nationale, s'exacerbe aujourd'hui et mine les rangs ouvriers dans l'ambiance générale actuelle, les poussant à se mobiliser pour une bourgeoisie "nationale" en dehors de leur terrain de classe.

L'ampleur de ces illusions démocratiques et nationalistes est grave et dangereuse. Avec les convulsions brutales qui frappent les régimes staliniens, des luttes à mort pour le pouvoir vont se développer entre les différentes fractions de la bourgeoisie -et à propos desquelles la bourgeoisie occidentale ne va pas rester inactive, loin de là-, et ces illusions risquent d'amener les ouvriers de l'Est dans de faux choix, à se battre pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, à s'entre-massacrer pour des intérêts qui sont à l'opposé des leurs, comme on le voit déjà dans les affrontements "ethniques" en Azerbaïdjan et en Arménie, comme on l'a déjà vu en Georgie, mais sans commune mesure avec l'avenir hideux qui se dessine dès aujourd'hui.

POURQUOI CES FAIBLESSES DE LA CLASSE OUVRIERE A L'EST ?

Ces illusions, leur force, sont la conséquence des faiblesses de la classe ouvrière à l'Est, du fait des difficultés de ses conditions de vie et de son histoire particulière. Depuis quarante ans, et bien plus pour ceux d'URSS, les ouvriers à l'Est subissent la terreur stalinienne, la terreur d'un Etat omni-

présent, déplaçant des centaines de milliers d'ouvriers en fonction de ses besoins, réprimant féroceement la moindre réaction ouvrière. La classe ouvrière à l'Est est celle qui a subi le plus violemment la contre-révolution et pour laquelle la rupture avec son histoire de classe a été quasi totale. Ses conditions de vie sont telles que chacun passe le plus clair de son temps à chercher de quoi se nourrir, se vêtir, se loger décemment, à faire du marché noir. C'est le monde de la débrouille individuelle, dans la peur et la misère. Dans de telles conditions de vie, face à la terreur omniprésente, on ne lutte que face aux pires énormités -ce qui n'est pas peu dire là-bas-, sinon on ne lutte pas et on oublie sa misère dans l'alcool qui, lui, ne manque pas.

La brutalité, l'âpreté au gain des potentats nommés par les PC dans les régions, les villes, les usines, n'ont fait par ailleurs qu'exacerber non seulement le sentiment anti-russe et les nationalismes locaux, mais aussi les illusions démocratiques. Ainsi c'est sous le règne du marasme économique, de l'oppression policière et militaire stalinienne permanente que la classe ouvrière vit depuis des décennies, dans la misère généralisée.

Ces conditions de vie de pays sous-développés, la terreur, l'arriération politique, la difficulté à rentrer en lutte, font de la classe ouvrière à l'Est une fraction de la classe inexpérimentée, avec une conscience politique faible et largement sujette aux illusions de tous ordres.

C'est d'ailleurs en jouant sur cette faiblesse des ouvriers à l'Est que la bourgeoisie occidentale a apporté sa contribution, qui est loin d'être négligeable, à leurs illusions "libérales" grâce à la propagande bourgeoise de Radio Free Europe et Voice of America, d'autant plus écoutées pendant des années qu'elles prenaient le contre-pied d'une propagande et d'une presse stalinienne auxquelles personne ne croit.

Aussi aujourd'hui, les ouvriers à l'Est, tout en exprimant leur haine du stalinisme, de la gigantesque répression subie depuis tant d'années, manifestent leur faiblesse face aux mystifications gestionnaires, syndicales, démocratiques, électoralistes, nationalistes, que la bourgeoisie leur met dans les pattes plus vicieusement que jamais.

LE RESPONSABILITE DE LA CLASSE OUVRIERE DANS LES PAYS D'EUROPE OCCIDENTALE

Cette inexpérience, cette faiblesse politique, montrent toute l'importance et la responsabilité du prolétariat des pays d'Europe occidentale qui sait ce qu'est la dictature démocratique, qui se confronte depuis plus des décennies aux pièges les plus sophistiqués de la bourgeoisie démocratique et dont l'expérience est cruciale pour faire tomber chez les ouvriers de l'Est les illusions sur le capitalisme libéral, sur la démocratie. C'est par le seul développement de ses luttes contre la misère, contre le chômage, que le prolétariat des pays développés d'Europe peut démystifier le mensonge des syndicats libres, du syndicalisme "ouvrier". C'est par et dans ses luttes qu'il peut le mieux montrer à ses frères de classe à l'Est qu'il n'existe pas de capitalisme plus tolérable qu'un autre partout sur la planète, qu'il peut le mieux anéantir les illusions gestionnaires, syndicales, électorales et nationalistes. Parce que depuis plus de vingt ans c'est dans ce monde de "démocratie", de "liberté", et ouvertement contre lui, qu'il développe son combat et une expérience inégalée dans l'Histoire contre les attaques capitalistes. Mais plus que jamais à l'heure actuelle, avec les risques majeurs d'embrigadement massif que vont connaître les ouvriers de l'Est, seules les luttes des ouvriers à l'Ouest se développant sur leur terrain de classe, pour leurs intérêts de classe, montreront la vraie nature du capitalisme "démocratique" et le chemin à prendre pour les combats de la classe partout dans le monde. Plus que jamais l'avenir est dans les mains du prolétariat, et plus que jamais les luttes des ouvriers des pays développés ont une importance fondamentale et cruciale dans le combat pour détruire le monde capitaliste et empêcher aujourd'hui directement des massacres dans les rangs du prolétariat mondial.

PPR

SAKHAROV UN PORTE-DRAPEAU DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

Le 14.12.89, s'est éteint à Moscou Andreï Sakharov, un des pionniers les plus valeureux de la lutte pour la "démocratie" et les "droits de l'Homme". Les éloges décernés par l'ensemble de la bourgeoisie mondiale à la gloire de ce "grand homme" ne sont pas une simple mascarade. C'est dans une touchante unanimité que tous les partis bourgeois, toute la presse, depuis l'Humanité jusqu'au Figaro en passant par Libération, pleurent, pour la plupart de façon tout à fait sincère, la mort de Sakharov. Une telle unanimité n'est pas gratuite : le rôle qu'a joué Sakharov sur la scène mondiale était en effet tout à fait conforme aux intérêts de la bourgeoisie qui a su reconnaître en lui un de ses atouts les plus précieux pour accréditer toutes ses campagnes "démocratiques" et "humanitaires". C'est bien pour cela qu'elle a su le gratifier pour ses bons et loyaux services en lui décernant le prix Nobel de la "paix", à l'instar de Desmond Tutu et de Lech Walesa.

La bourgeoisie a toujours eu besoin de grandes figures, de martyrs, pour redorer le blason de son idéologie et cautionner ses manoeuvres les plus sordides, ses campagnes les plus hypocrites. Elle a trouvé en Sakharov un de ces hommes dont l'efficacité résidait justement dans le fait qu'il a su, par son "courage", "payer de sa personne" son dévouement aux "grandes causes" sur lesquelles s'est assise la domination capitaliste. Et c'est bien cette "bonne foi", cette "sincérité" qui

a fait de Sakharov un des porte-drapeau les plus dangereux de la démocratie bourgeoise.

Mais ce n'est pas seulement au "démocrate" que la bourgeoisie rend un dernier hommage aujourd'hui. C'est encore à un "grand patriote" qu'elle témoigne toute son admiration. Et peu importe que Sakharov ait été au début de sa carrière un des meilleurs collaborateurs du stalinisme lorsqu'en contribuant à la fabrication de la bombe H, il a pleinement participé à la course aux armements dans les premières années de la "guerre froide". La bourgeoisie occidentale peut bien le lui pardonner puisque c'était par "amour de la patrie".

Lorsqu'en passant dans la dissidence, Sakharov a troqué les honneurs et les privilèges réservés aux dignitaires du régime stalinien contre la persécution et l'exil, il n'a pas changé de camp pour autant. Il est resté ce qu'il a toujours été : un serviteur zélé de la classe dominante. Et un serviteur d'autant plus apprécié qu'il était "désintéressé".

La mort d'Andreï Sakharov est une grande perte pour la bourgeoisie. Le prolétariat, quant à lui, n'a rien perdu. Et surtout, il n'a rien à gagner à se laisser impressionner par les oraisons funèbres que le capitalisme mondial dédie à ses "hommes de bonne volonté". Ceux-ci appartiennent au camp ennemi.

Avril

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME : STALINISME ET DEMOCRATIE, DEUX VISAGES D'UNE MEME REALITE : LE CAPITALISME

NANTES :

Réunion publique le samedi 13 janvier à 17h à "La Fraternité Protestante" 3, rue Amiral Duchaffault (quartier Mellinet). Permanence les vendredis 5 janvier et 9 février à 20h30, à la même adresse. Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les samedis 13 janvier et 17 février de 10h30 à 11h30.

TOURS :

Permanence le samedi 20 janvier et le vendredi 9 février à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

MARSEILLE :

Réunion publique le vendredi 12 janvier à 21h, au 205 rue Ste-Cécile, 13005, sur le thème : "Les causes de l'effondrement du capitalisme d'Etat à l'Est". Permanence le mercredi 31 janvier de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001. Vente de la presse les samedis 13 janvier et 24 février au marché de la Plaine, place Jean Jaurès (5ème) de 11h à 12h.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 26 janvier à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles). Permanence les vendredis 12 janvier et 9 février à 18h30, même adresse que pour les RP. Vente de la presse les dimanches 14 janvier et 11 février de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-

d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le vendredi 19 janvier à 21h, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LYON :

Réunion publique le vendredi 19 janvier à 21h à Majo, impasse Métal, Villeurbanne, Métro République. Permanence le 21 février de 18h à 19h au café "Le Français" 2, place A. Poncet, Lyon 2ème, M° Bellecour. Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, les dimanches 7 janvier et 18 février à partir de 11h30.

LILLE :

Réunion publique le samedi 20 janvier à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet. Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

PARIS :

Réunion publique le samedi 20 janvier à 16h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy. Permanence, tous les autres samedis du mois de 18h à 20h, même adresse que la réunion publique.

ROUEN :

Permanence le samedi 13 janvier à 14h à la Halle aux Toiles.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé) nous enverrons 10 anciens numéros de RI ou 5 de la "Revue Internationale", ou des numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

Paris, réunion publique du 18/11/89 : TP:10 ; MC:100 ; MG:100 ; MX:10 ; M:40 ; Lau:100 ; JPD:50 ; F:10, La:20 ; JJ:30 ; Mr:50 ; Ju:20. Total : 540 F.
Rouen : D.:200F
Toulouse : F:35 F ; L:100 F.
Tours, permanence du 25/11/89 : G.P.:100 ; Mallers:200 ; DD:30 ; Stanley:25. Total : 355 F.
TOTAL : 1230 F.
TOTAL 1989 : 20.066, 50 F.

LE MENSONGE D'UNE "NOUVELLE ÈRE DE PAIX"

(SUITE DE LA PAGE 1)

pire espèce. Ce qui dicte leur attitude, ce sont de vulgaires intérêts immédiats et conjoncturels pour se livrer plus que jamais à de sordides tractations, à des marchandages sans scrupule.

Cela ne change strictement rien à la réalité d'un monde armé jusqu'aux dents. Les armes mises au rancart ne représentent qu'une infime partie d'un arsenal de mort encore suffisant pour anéantir plusieurs fois la planète et détruire toute l'humanité.

L'ACCENTUATION DES TENSIONS INTER-IMPERIALISTES ET L'ENFONCEMENT DU MONDE DANS LE CHAOS

Avec l'écroulement du bloc de l'Est, le monde ne serait-il pas cependant poussé vers la paix puisqu'un des deux blocs impérialistes disparaissant, ce sont aussi les conditions mêmes de l'affrontement entre les blocs qui disparaissent ? Rien ne serait plus faux !

L'effondrement du bloc de l'Est signifie que la cohésion du bloc occidental n'a plus de raison d'être. La réalité d'un bloc impérialiste est bien liée à l'existence d'un bloc adverse. Mais même si le capitalisme ne peut parvenir aujourd'hui à exprimer sa tendance naturelle, la guerre généralisée, cela ne signifie nullement la fin ou même le ralentissement des affrontements impérialistes. Bien au contraire : c'est vers un déchaînement des politiques impérialistes concurrentes que nous allons. Le phénomène de l'impérialisme est indissolublement lié à la décadence capitaliste. Il est la forme inévitable - y compris dans sa réalité militaire - que prend la bataille générale que se livrent en permanence les Etats pour le partage des portions congrues d'un marché mondial saturé.

Ainsi, la disparition du bloc russe provoque une réaction de forces centrifuges, d'ondes de choc qui s'exercent immédiatement au sein de l'autre bloc. Dans celui-ci, elle ne peut que libérer et développer de nouveaux appétits impérialistes. Au sein même de l'Europe occidentale qui n'a plus besoin du "parapluie" stratégique et militaire américain face à l'Est, ce sont des puissances, jusque là de second ordre, dont les visées impérialistes étaient étouffées et soumises à la logique des blocs qui se mettent à vouloir voler de leurs propres ailes.

Deux exemples sont aujourd'hui flagrants :
- celui de la RFA qui commence à jouer les "gros bras" en Europe et qui dispose pour cela d'une carte importante, appelée à jouer un rôle déterminant pour l'avenir : la réunification de l'Allemagne ;
- celui de la France qui se redécouvre soudain, après quinze ans de conflits, un rôle, une vocation de "protectorat" au Liban, de même qu'elle se met en devoir de "rétablir l'ordre" aux Comores sans en référer à un quelconque "allié".

Face à cela, les Etats-Unis réagissent avec tous les moyens dont ils disposent, notamment à travers la ferme détermination affichée par Bush de ne pas retirer un seul navire de la flotte américaine stationnée dans une zone stratégique essentielle, la Méditerranée, et surtout à travers le maintien de l'OTAN qui constitue une pression pour tenter au maximum de maintenir les puissances d'Europe occidentale sous sa coupe.

Ainsi, au lieu de décroître, les tensions impérialistes se multiplient aujourd'hui. Et il ne peut en être autrement.

Ce sont non seulement des tensions nouvelles entre Etats qui semblaient indéfectiblement alliés depuis la fin de la deuxième boucherie mondiale, y compris au sein de l'Europe de l'Ouest, mais ce sont aussi d'autres appétits im-

périalistes, d'autres rivalités nationales ou ethniques qui se réveillent ou s'accroissent aux quatre coins de la planète.

La bourgeoisie ose nous parler d'"ouverture d'une ère de paix" alors que déjà nous assistons partout à une intensification des massacres et à une généralisation du chaos. Cette réalité ravage et submerge de plus en plus fortement le tiers-monde, les régions les plus sous-développées du capitalisme où des impérialismes locaux de troisième ou de quatrième ordre se déchaînent, s'entre-déchirent et font régner la terreur : au Moyen-Orient, les visées impérialistes contradictoires de la Syrie, de l'Irak, d'Israël et même de l'Iran s'aiguisent simultanément alors que d'autres zones du monde sont prêtes ou ont déjà commencé à être mises à feu et à sang : en Afrique australe comme dans la Corne de l'Afrique, en Amérique centrale, dans le Sud-Est asiatique, dans le sub-continent indien où les rivalités ethniques sont exacerbées et même dans le Maghreb où la question du Sahara occidental resurgit.

Non seulement des contrées entières situées à la périphérie du capitalisme renvoient l'image crue d'un enfoncement dans le carnage, l'horreur, la barbarie, la décomposition, mais celles-ci se retrouvent de plus en plus livrées à elles-mêmes.

Au joug rationalisé et cohérent des blocs, se substitue la règle anarchique et encore plus meurtrière du "chacun pour soi". Chacun va entreprendre d'avancer sa propre carte : la caricature de cette tendance est donnée par la réalité elle-même d'aujourd'hui où un mercenaire, dictateur d'opérette, et une bande de truands à sa solde ont pu, à travers assassinats et règne de la terreur, s'emparer du pouvoir aux Comores.

Les effets de l'implosion, de la désintégration du bloc de l'Est ne se limitent pas à provoquer des tendances à la "balcanisation" à la "libanisation", à des convulsions de plus en plus violentes qui vont gagner cette partie du monde et notamment l'URSS où s'expriment déjà un réveil, une poussée incontrôlée des nationalismes et une multiplication de sanglants conflits inter-ethniques. Ce chaos, cette anarchie préfigurent l'avenir qui attend le bloc occidental dans sa dislocation inévitable, et en particulier l'Europe de l'Ouest.

Ce n'est qu'à terme et par un jeu d'alliances instables que des constellations impérialistes peuvent apparaître autour des impérialismes les plus puissants, les plus capables de se dégager de cette situation de chaos.

Plus que jamais les conflits impérialistes vont dominer le monde, accompagnés d'une aggravation gigantesque générale de la décomposition et de la barbarie.

Loin d'aller vers "la paix" que nous promettent ses dirigeants, le seul avenir que nous réserve le capitalisme s'annonce aujourd'hui plus terrifiant que jamais.

Il n'y a pas de "paix" possible dans le capitalisme et quelle que soit la forme que prenne l'impérialisme, guerre généralisée ou multiplication de conflits locaux qui peuvent impliquer directement des Etats d'Europe occidentale, le capitalisme ne peut qu'engendrer toujours plus de massacres et de bains de sang.

La classe ouvrière ne doit pas se laisser berner par les sirènes du pacifisme, ni se laisser bercer d'illusions sur ce qui l'attend. Face à cette perspective, le prolétariat doit rester fermement sur son propre terrain de classe et détruire ce système avant qu'il ne détruise l'humanité.

YD

PHILIPPINES

■ Un massacre qui a fait un millier de morts au bas mot d'après les chiffres officiels dans la population civile. Des quartiers populaires quadrillés et mitraillés par les militaires pendant que l'aviation américaine bombardait et pilonnait directement, de façon aveugle, la capitale, Manille. Ces dernières semaines, les Philippines ont encore été le théâtre sanglant d'un coup d'Etat manqué. Ce n'est guère que le sixième en quatre ans. Cela démontre, s'il en était encore besoin, l'instabilité permanente qui règne dans ce pays où, depuis 4 ans, les successeurs démocrates du dictateur Marcos sont au pouvoir avec à sa tête Cory Aquino.

Il y a 4 ans, les démocrates du monde entier n'avaient pas de mots assez forts pour saluer le renversement de la dictature Marcos : c'en était soi-disant fini de la répression, fini de la corruption. La démocratie reprenait enfin ses droits légitimes en la personne de la femme du martyr Aquino, assassiné par Marcos.

Mais la réalité est là : derrière les mascarades électorales, démocratiques, les rassemblements populaires, rien n'a changé. L'économie du pays est toujours aussi moribonde, les tentatives de coup d'Etat s'accroissent, la corruption règne toujours en maître et la famille Aquino en est la première bénéficiaire. Les cousins et amis multiples de la présidente savent profiter de leur situation proche du pouvoir.

Au travers de ce coup d'Etat qui a failli démettre Cory Aquino, c'est toute une facette de la décomposition de l'Etat "démocratique" philippin qui s'exprime, et, au delà, de l'ensemble de la société bourgeoise.

Sur le dos et avec le sang d'une population plongée dans une misère sans fin, ce ne sont que les rivalités de cliques bourgeoises qui tiennent le haut du pavé, qui font valoir leurs intérêts dans le chaos d'une situation catastrophique. Expression typique de nombre de pays sous-développés, ces rivalités s'expriment principalement au travers des diverses fractions dans l'armée, celle-ci étant la clé de voûte de l'Etat lui-même. Et ce sont aujourd'hui-même les fractions de cette armée qui avaient porté Cory Aquino au pouvoir qui, soi-disant, s'insurgent contre la corruption" mais qui, plus réellement, réclament des bénéfices plus conséquents de leur al-

liance d'il y a quatre ans.

Mais cette situation n'a pas laissé indifférents ceux qui ont le plus à perdre d'une déstabilisation de l'Etat philippin, à savoir les USA. A l'origine de la mise en place du pouvoir pour sauvegarder au mieux leurs intérêts impérialistes, leurs bases militaires, les USA ont pesé largement dans la balance pour défaire la rébellion. Au nom de la défense de la démocratie, l'aviation américaine est intervenue sans complexe. Il est d'ailleurs significatif que c'est pratiquement pendant le sommet Bush-Gorbatchev où les USA faisaient valoir "l'idéal démocratique" que le feu vert fut donné pour cette intervention : quand il y va de ses intérêts, l'Occident démocratique sait faire parler ses canons et sa terreur, aux Philippines comme partout dans le monde. Et cela ne peut aller que de manière croissante.

Aux Philippines, précisément, la tentative de coup d'Etat a été un avertissement d'importance pour la fraction bourgeoise au pouvoir. La fragilité du gouvernement Aquino est apparue flagrante et sa marge de manoeuvre très faible. Cory Aquino, elle-même, déclarait qu'à l'avenir elle serait moins conciliante dans sa défense de la démocratie et plus dure avec ses ennemis. On sait généralement ce qu'il peut en être : un renforcement certain de la militarisation et de la répression. Et pas seulement entre les diverses fractions bourgeoises : face à une accélération de la crise économique, de la décomposition sociale dans le pays, il est fort à parier que toute manifestation de mécontentement de la population ou du prolétariat sera dénoncée comme acte anti-démocratique, réactionnaire et fera les frais de la répression militaire et policière. Sur ce plan, la bourgeoisie démocratique n'a rien à apprendre des pires dictatures stalinienne.

La démocratie, en voilà sa véritable nature et son expression la plus crue : elle ne représente jamais qu'une spirale de barbarie, de misère et de mort, une pièce maîtresse pour le maintien de ce système capitaliste dégénéré. Et tous les masques n'y changeront rien : ce monde est à détruire.

Stopio (13.12.89)

LIBAN

■ La "réconciliation nationale" se fait attendre au Liban. Dans ce pays ravagé par 15 ans de guerre, au milieu des décombres, les survivants continuent de s'entretenir, manipulés par des intérêts qui les dépassent.

C'est avec un cynisme sans fin que les grandes puissances, après avoir utilisé pendant des années le Liban comme marchandage pour faire plier la Syrie, déclarent aujourd'hui n'être préoccupées que de "l'unité de ce beau pays" : "Nous sommes les protecteurs du Liban" a déclaré encore Mitterrand le 10 décembre. Si les puissances occidentales poussent aujourd'hui à reconnaître les accords de Taëf et le nouveau gouvernement d'unité nationale, c'est que leur intérêt penche plus aujourd'hui vers un minimum de stabilité, au prix d'un cadeau fait à la Syrie. Mais les réticences sont nombreuses, et les intérêts embrouillés : entre ceux d'Israël, qui n'apprécie pas le renforcement de la Syrie, et veut sauvegarder l'enclave chrétienne au Liban; ceux de l'Irak, qui voit d'un mauvais oeil le rapprochement entre l'Egypte et la Syrie; et ceux de la Syrie qui, moins que jamais dans cette époque troublée, n'est disposée à reculer d'un pouce. Autant de charognards qui tractent ensemble, de guerres en guerres et de sommets en sommets pour se déchirer les moindres restes de terre, de marché, la moindre entreprise frauduleuse. Et il se trouve encore des milliers de libanais, en grande majorité des jeunes, pour aller camper pendant des jours autour du palais du général Aoun "prêts à l'affrontement" pour soutenir le chantre de "l'indépendance", croyant ainsi lutter "contre les régimes corrompus". Mais si Aoun n'est pas encore complètement tombé, ce n'est pas grâce aux manifestations nationalistes d'une population bernée, mais bien grâce à ses appuis internationaux, relevant de magouilles qui n'ont rien à envier à Damas : les allers-retours vont bon train entre Le Vatican et Beyrouth, entre Bagdad et Beyrouth, et entre... Paris et Beyrouth, pour contacter le "rebelle". Le nationalisme se nourrit de la misère du Liban, mais les illusions d'indépendance ne mettront pas fin à la misère et à l'horreur qui ravagent le pays depuis des années.

Au contraire des discours rassurants sur "la marche vers la paix", la situation mondiale n'est pas porteuse d'accalmie. Sous les coups d'une crise économique inexorable, elle provoque l'exacerbation des conflits entre toutes les nations. L'effondrement du bloc de l'Est, s'il implique le recul momentané de la perspective d'une guerre générale, ne signifie pas pour autant, loin de là, la pacification du monde. Le Liban en est la preuve. Les différentes bourgeoisies nationales locales, acculées dans leur retranchements, sont prêtes à tout, du terrorisme au carnage guerrier, pour faire valoir leurs intérêts, et de plus en plus, c'est l'intervention armée des grandes puissances qui devient nécessaire pour les empêcher. Les voies diplomatiques suivent les cours de la crise, et quand les plus forts ne peuvent plus acheter les plus faibles, ils les contraignent par d'autres moyens.

"Rien ne doit venir aujourd'hui gêner la marche vers la paix entamée depuis les premiers accords sur le désarmement" (Mitterrand, intervention télévisée du 10 décembre). La distance qui sépare les discours officiels de la réalité est un fossé que ne peuvent venir combler les réjouissances forcées auxquelles nous convient les apologistes de "la grande famille démocratique retrouvée" dans le meilleur des mondes.

DN (15/12/89)

COURRIER DES LECTEURS

(SUITE DE LA PAGE 4)

voir à la violence, soit entraînent sa décomposition. Il faut leur laisser une porte de sortie" ! Et pourquoi ? Parce que "s'élever contre la hausse des prix porterait un coup au fonctionnement de l'économie" ! Ce sont là les déclarations du KOR.

Ces spécialistes syndicaux avec en tête Walesa, passèrent rapidement d'un langage combatif à des discours de plus en plus "responsables", jusqu'à accepter, avec la reprise du travail, un accroissement de la productivité pour "réparer le mal causé par la grève". Ils se plaçaient ainsi résolument du point de vue de la défense du capital national (ce qui ne doit pas nous surprendre de la part d'un syndicat) et c'est pour cela qu'ils réclamaient aux ouvriers la délégation de pouvoir. Le nouveau syndicat sera désormais l'organe qui négociera avec les autorités, usine par usine, secteur par secteur, ville par ville, avec toujours comme objectif : faire reprendre le travail. Et cela n'a cessé depuis. Voilà comment, grâce à Solidarnosc, tout un mouvement, puissant jusqu'à août 80, a été affaibli et comment le nouveau syndicat a livré les ouvriers pieds et poings liés à la répression.

La leçon est claire : partout, quel que soit le degré d'illusions qu'il est capable de semer, l'appareil syndical est contraint d'exercer la même fonction : au service de l'Etat, contre le prolétariat. Toute forme syndicale aujourd'hui ne peut aboutir qu'à cela. C'est depuis sa naissance que Solidarité est cela. Son attitude "bureaucratique" d'aujourd'hui était inscrite dans sa nature anti-ouvrière, dès sa naissance et a toujours été sa pratique. Quelle que soit l'image qu'il puisse offrir, qu'il adopte un langage radical pour mieux contenir la pression ouvrière ou qu'il prône ouvertement "les sacrifices nécessaires face aux réalités de l'économie nationale", tout syndicat met en oeuvre, toujours et partout, la même pratique qui s'oppose directement, non seulement aux intérêts mais aux pratiques mêmes de la classe ouvrière en lutte. En cela, un Walesa n'est pas différent d'un Krasucki, d'un Kaspar ou d'un Blondel.

Dans les régimes staliniens ou "démocratiques", toute forme syndicale ne peut jamais correspondre à l'expression du mouvement ouvrier, mais toujours au besoin de la classe bourgeoise, d'essayer de contrecarrer un mouvement qui le menace.

A.B.

(1) "Revue Internationale" n°s 23, 24, 27, 28 et 29. "Révolution Internationale" n°s 179, 180, 181...

USA
 CHUTE DE LA PRODUCTION AUTOMOBILE,
 LE PRELUDE A LA RECESSION GENERALISEE

■ Aux USA, encore plus que partout ailleurs dans le monde, l'automobile est par excellence la marchandise indispensable, le centre névralgique de la vie sociale sous beaucoup de ses aspects, au point que ce pays a été longtemps et reste encore mythique à travers l'image des automobiles qu'il produit. Ce n'est donc pas exagéré que de dire que la production et la vente d'automobiles aux USA constituent un pan central, vital pour l'ensemble de la vie économique de la première puissance capitaliste mondiale.

Il n'y a encore pas si longtemps, en 1988, les producteurs automobiles US chantaient les louanges de la reprise économique ; Ford par exemple, avait redressé sa situation et fait des profits sans précédent. Mais voilà, les années se suivent et ne se ressemblent pas. Les "spécialistes" avaient bien prévu un tassement pour 89. Or, en fait de tassement, les chiffres actuels de l'industrie automobile US sont ceux d'une véritable RECESSION.

Au cours du 4ème trimestre 1989, les capacités de production des trois gros constructeurs de Detroit : General Motors, Chrysler et Ford, vont être ramenées à leur plus bas niveau depuis huit ans. Il est prévu que 1 373 millions d'autos seront produites dans les trois derniers mois de 89 soit une chute globale de 19 % par rapport à 88 à la même période.

Pas besoin d'être devin pour imaginer les conséquences d'une telle situation : chômage technique, fermetures définitives d'usines et licenciements massifs sont d'ores et déjà annoncés par les patrons. D'ailleurs, depuis début 89, il y a déjà eu 52 000 licenciements dans ce secteur alors que Chrysler prévoit encore une réduction de 2 300 emplois administratifs et une baisse de production de 27 % par rapport à l'an dernier. D'ici 1991, General Motors, la première entreprise industrielle au monde (762 000 personnes et un chiffre d'affaires global de 122 milliards de dollars) devrait supprimer 25 % de son personnel administratif soit 25 000 personnes. Ford, qui reste le moins affecté des trois a quand même vu ses profits chuter de 44 % et prévoit une baisse de 9,7 % de sa production pour ce dernier trimestre.

Parmi les experts bourgeois, il est de bon ton de parler de récession certes, mais de récession du secteur automobile seulement. Il est vrai qu'ils n'ont sans doute pas le loisir de s'occuper aussi de celle apparaissant dans le secteur du bâtiment où, là aussi, les chiffres dépassent largement les prévisions les plus pessimistes qui avaient été faites voici un an.

Mais qu'à cela ne tienne, on trouve toujours des économistes dits "de la nouvelle vague" pour nous dire que ce ne sont là que de vieux secteurs productifs sans plus beaucoup d'importance car la production US serait maintenant tellement diversifiée que la chute de ces pans ne l'ébranlerait plus fondamentalement. Lorsque l'on voit la part de ces secteurs dans l'économie US, ces raisonnements "nouvelle vague" nous laisse pantois d'autant que nos nouveaux économistes prennent bien garde de ne pas mentionner le cas de ce "vieux" secteur que serait donc l'informatique où, pour la première fois, un géant comme IBM voit chuter ses profits

de 14 % et envisage de licencier quelque 17 000 personnes dans les mois à venir !

En fait, la vérité est que la récession ouverte du secteur automobile est en train d'annoncer celle de toute l'économie. Au moment le plus fort de la récession de 1980-82, ce secteur était au plus bas et avait commencé de chuter dès 79. La tendance actuelle affole les bourgeois les plus lucides car elle est bien plus forte et rapide que prévue.

Il ne faut pas se méprendre sur la signification d'une telle situation. Si aujourd'hui les automobiles ne se vendent plus, ce n'est pas fondamentalement pour des raisons sociologiques conjoncturelles mais c'est tout simplement l'aveu de l'engorgement du marché et de la baisse de solvabilité de tous les acheteurs. Si cela est vrai pour les automobiles, alors ce sera vrai pour toutes les autres marchandises. La soi-disant bonne santé de l'économie US et européenne d'après 87 n'a été bâtie qu'à coups de nouveaux endettements et d'injections artificielles de liquidités sur le marché par les organismes bancaires. Cela a tenu le malade sous perfusion entre deux convulsions. Aujourd'hui cette phase de convulsion est en train de s'ouvrir ; le secteur automobile plus sensible que beaucoup d'autres est le premier clignotant à passer au rouge, ce n'est que pour mieux annoncer ceux qui vont suivre.

Aujourd'hui un pan entier de l'édifice capitaliste s'est effondré à l'Est à cause des secousses sismiques provoquées par les contradictions insurmontables de ce système mondial en crise. Cette partie faible vient de s'écrouler rejoignant ainsi le rang des mendiants aux côtés des pays sous-développés ; la partie la plus solidement construite de l'édifice, celle dont les fondations ont été creusées plus profondément par l'Histoire est à nouveau soumise aux mêmes secousses. De récession en récession, le système capitaliste s'achemine vers le chaos généralisé. Jusqu'à présent, les pays centraux avaient pu rejeter le plus gros des effets les plus dévastateurs de la crise sur ceux de la périphérie du monde. Dans la mesure où ceux-ci ont désormais atteint un point de misère insondable, ce report de la crise devient sans effet et l'épicentre des secousses a tendance à persister de plus en plus au sein même des pays les plus riches de l'Occident.

Les effets ouvertement destructeurs de la crise qui se profilent aujourd'hui aux USA viennent à point pour démontrer qu'à l'Ouest comme à l'Est ce système n'est pas viable, il ne peut que produire misère et chaos. Dans une telle situation, les ouvriers à l'Ouest ne devront pas hésiter à se jeter dans la bataille pour défendre leurs conditions d'existence, pour exiger un niveau de vie décent. Cette exigence intransigeante est seule à même de faire tomber tous les murs de division, de mener la classe ouvrière en position d'offrir une réelle perspective à l'humanité : une société sans classes qui produit non pour le profit mais pour la satisfaction des besoins humains.

Baldwin

LIBRAIRIES

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.
 BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
 "Mimesis", 58 rue de Grassis.
 BREST : "Maison de la Presse", 64 rue Jean Jaurès
 CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3 rue de l'Ente.
 .Librairie Jean Rome, 1 rue des Gras
 .Maison de la Presse, place de Jaude
 DUNKERQUE :Maison de la Presse, 34 rue Poincaré.
 LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
 .Maison de la Presse, place de la Trémoille
 LE HAVRE : "Presse des Halles, 27 place des Halles Centrales
 LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
 . "Centre Culturel Libertaire", 1-2 rue du Péage, Métro Fives
 LYON : "La Gryphe", 5 rue Sébastien Gryphe (7e)
 MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6 rue Pastoret. 13006
 . "Le Temps de Vivre", 54 La Cannebière, 13001
 .Maison de la Presse, 1 chemin de la Gavotte. 13015
 .Maison de la Presse, , rue Lamartine, 13500 Martigues
 .Maison de la Presse, , quai Stalingrad, 13 La Ciotat
 MELUN : "La Porte Ouverte", 19 rue Général de Gaulle
 MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
 METZ : "Géronimo", 31 rue du Pont des Morts
 MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
 MONTRouGE : "La Boulangerie", 67 rue de Bagneux
 NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur
 . "Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest
 NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
 ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance
 PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)
 . "Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
 TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
 . "Le Vulcain", quai Saturnin Fabre La Seyne sur Mer
 TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard
 . "FNAC", 1 bis place Occitane
 . "Les Arcades, place du Capitole

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : ISSN 0336 464 X

Revue Internationale
 No 60 (1er trimestre 1990)

EFFONDREMENT DU BLOC DE L'EST

- . La faillite définitive du stalinisme
- . Thèses sur la crise économique et politique dans les pays de l'Est
- . Des difficultés accrues pour le prolétariat

CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

- . Après l'Est, l'Ouest.

COMPRENDRE LA DECADENCE DU CAPITALISME (VIII)

- . La domination réelle du capital et les réelles confusions du milieu politique

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

LISEZ LE LIVRE DE P.HEMPEL :

"MAI 68 ET LA QUESTION DE LA REVOLUTION" (P.Hempel)

Disponible à notre boîte postale : 60F + 10F pour frais d'envoi

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
 Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
 BP 1134,BXL 1
 1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
 P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
 Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
 IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
 CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
 WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
 BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
 Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
 Pour tous contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de REVOLUTION INTERNATIONALE avec la mention suivante : R.I./R.M

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
 (publication en langue Indi)
 Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

REVOLUTION INTERNATIONALE
 R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
 FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
 ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
 FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
 ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
 FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
 Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuiller expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
 Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
 - Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
 - Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU CCI

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
 15F + 3F pour frais d'envoi
 NATION OU CLASSE
 15F + 3F pour frais d'envoi
 LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
 15F + 3F pour frais d'envoi
 PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
 15F + 3F pour frais d'envoi
 ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
 15F + 3F
 LA DECADENCE DU CAPITALISME
 15F + 3F
 L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
 20F + 6F pour frais d'envoi
 LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
 30F + 12F pour frais d'envoi
 SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933
 13F + 5F pour frais d'envoi
 BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
 15F + 3F pour frais d'envoi
 BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
 10F + 6F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
 Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
 Directeur de la publication : D. Van Celst
 Numéro de Commission paritaire : 54267
 Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

LE STALINISME N' EST QU' UNE FORME DE CAPITALISME D' ETAT

■ Dans les pays de l'Est, les régimes staliniens s'effondrent sans que rien ni personne ne soit en mesure d'arrêter ce phénomène qui est désormais irréversible. La Roumanie, dernier bastion du stalinisme vient de connaître ses premiers craquements, Ceausescu lui-même ayant été obligé de reconnaître les manquements et les insuffisances de son propre régime. Depuis que ces événements ont commencé, il ne se passe pas une journée, pas un seul moment sans que tous les partis politiques bourgeois, et autres spécialistes du mensonge politique, ne déversent en abondance sur la classe ouvrière des discours hypocrites sur la supériorité du capitalisme libéral. C'est à longueur de temps que nous entendons des affirmations grandiloquentes sur la faillite du "socialisme" à l'Est. Mais bien sûr, telle n'est pas la vérité. En réalité, l'effondrement des économies nationales, l'écroulement des "partis communistes", le chaos que connaissent maintenant tous ces pays, y compris l'URSS, sont la traduction de la faillite générale et absolue du capitalisme d'Etat propre au régime stalinien, incapable de contrôler l'accélération de la crise mondiale du capitalisme. En ce sens, il ne fait que précéder l'écroulement général du capitalisme dans son ensemble. Il ne se passera sans doute pas beaucoup de temps encore pour que toutes les mesures de capitalisme d'Etat prises à l'Ouest pour freiner le développement de la crise, ne se retrouvent totalement inopérantes.

LE CAPITALISME D'ETAT : UNE TENDANCE UNIVERSELLE DU CAPITALISME DECADENT

La tendance à l'étatisation de l'économie dans le monde capitaliste ne date pas de ces dernières années. C'est depuis la période de la première guerre mondiale que ce phénomène s'est développé dans toute la société. Il est dû à l'entrée du monde capitaliste dans sa phase de décadence. Pendant cette période, il n'y a pas de solution réelle à la crise, les marchés à l'échelle de la planète se trouvant suffisamment saturés pour bloquer l'économie, nécessitant une intervention croissante de l'Etat. C'est alors le règne de l'impérialisme.

La société vit dans une situation de guerre économique permanente, où chaque capital national défend, contre les autres, ses propres intérêts. Parce qu'il n'y a pas de solution purement économique à ces difficultés, la bourgeoisie ne peut laisser libre cours au fonctionnement des lois aveugles du capitalisme. Les marchés doivent se conquérir par la force, l'économie de guerre se généralise. La concurrence devenant acharnée, les débouchés moins nombreux, la bourgeoisie se voit dans l'obligation de se rabattre sur l'Etat dans la défense de son économie. C'est alors les politiques de subvention, de nationalisation, de contrôle des matières premières et de la monnaie. Chaque Etat se voit obligé de prendre en main la direction générale de l'économie nationale.

C'est durant la période entre les deux guerres mondiales que le capitalisme d'Etat connut un véritable essor. Confrontée à la grave crise de 1929, la bourgeoisie eut recours à une intervention croissante de l'Etat. Le Front Populaire en France, le New-Deal aux USA, la politique nazie en Allemagne, le stalinisme en URSS, représentaient entre autre, malgré des différences secondaires ce processus général d'étatisation de l'économie. Ce furent les périodes de planification et de militarisation des grands secteurs industriels, le développement de la politique des grands travaux et de l'armement.

Cette tendance générale au capitalisme d'Etat ne s'est jamais démentie. Bien au contraire, depuis la période de la deuxième guerre mondiale, ce phénomène n'a fait que s'approfondir. L'étatisation de la vie de toute la société n'est allée qu'en se renforçant au fur et à mesure que le capitalisme s'enfonçait dans sa propre décadence. Le capitalisme d'Etat correspond à la tentative de survie du capitalisme, confronté aux tendances à l'effondrement de son économie et à l'écroulement du corps social. Il est le rempart permanent à toute tentative de remise en cause du système capitaliste.

LES DIFFERENTES FORMES DE CAPITALISME D'ETAT

Si le capitalisme d'Etat est une tendance universelle en période de décadence, il serait faux et même dangereux de croire qu'il ne peut exister que sous une seule et même forme. C'est même l'inverse qui est vrai. Celui-ci s'adapte à la réalité et aux besoins de chaque capital national. Il peut même y avoir des différences importantes entre ses diffé-

rentes formes. Le capitalisme d'Etat n'a pas une fraction politique prédestinée pour le défendre dans la classe capitaliste, toutes ses fractions peuvent le faire, indépendamment de leur idéologie spécifique. A mesure que la crise s'approfondit, toutes les fractions capitalistes au pouvoir sont poussées nécessairement à prendre sous une forme ou sous une autre des mesures de capitalisme d'Etat.

Dans les pays les plus développés, comme aux USA et en Europe par exemple, cette tendance se manifeste en général, sans remettre en cause l'existence d'un secteur privé très important. Dans ce pays, des individus ou groupes privés possèdent les usines et le capital, et en tirent avantage par l'appropriation directe d'une part du profit. Le capitalisme d'Etat s'y manifeste essentiellement par la mainmise de l'Etat sur la politique budgétaire et de crédit. C'est l'Etat, quand cela est nécessaire en fonction des besoins de l'économie nationale, qui décide quel secteur doit être aidé, et quel secteur doit être sacrifié. Tout le monde peut se rendre compte aujourd'hui à quel point les nationalisations dans ces pays ne changent absolument rien. Grâce à sa politique monétaire, c'est l'ensemble de l'économie qui est ainsi fondamentalement dirigée par l'Etat. Mais cette politique de capitalisme d'Etat, propre aux pays les plus forts, permet d'effectuer les grands choix économiques sans pour cela devenir une entrave infranchissable aux mécanismes de la concurrence et du marché. Au cours des vingt dernières années, le rôle de l'Etat, dans chaque pays industrialisé, a consisté ainsi pour l'essentiel à maintenir une demande artificielle, afin de ne pas laisser la production s'effondrer d'elle-même d'un seul coup. C'est à cela que correspond l'endettement généralisé des pays les plus riches et le monstrueux déficit du budget américain.

Par contre, dans les pays de l'Est, et en URSS notamment, le capitalisme d'Etat a pris cette forme monstrueuse qu'est le stalinisme. Cette forme extrême et caricaturale du capitalisme d'Etat trouve son explication dans la conjugaison d'un certain nombre de facteurs historiques. Cependant, l'étatisation directe de toute l'économie qui les caractérise est due pour l'essentiel, comme dans tout pays sous-développé, à la faiblesse intrinsèque de leur économie. Dans tout pays faible économiquement, le capitalisme d'Etat se caractérise par cette absolue rigidité. La spécificité propre aux régimes staliniens est que la bourgeoisie s'est appropriée collectivement les moyens de production à travers son Etat, et ce, de façon mensongère, au nom du "socialisme". L'Etat capitaliste en Russie se reconstitue sur les débris de la révolution prolétarienne qui avait éliminé la bourgeoisie tsariste. Ce n'est donc pas elle, ni aucun parti bourgeois "classique" qui a pu prendre en charge la contre-révolution en Russie, produite par l'échec de la révolution mondiale. C'est le Parti-Etat et sa bureaucratie résultant de la dégénérescence interne de la révolution en URSS qui en furent alors les porteurs. La bourgeoisie russe s'est reconstituée à partir de la contre-révolution stalinienne et a accaparé l'ensemble des moyens de production à travers son Etat devenu tentaculaire. Le capitalisme d'Etat stalinien traduit de façon caricaturale les tentatives de tout capitalisme d'Etat de renforcer les défenses nationales, économiques et politiques. Le capitalisme d'Etat stalinien s'est accompagné d'un renforcement sans précédent des moyens de répression, armée et police, d'une militarisation permanente de chaque instant de la vie de la classe ouvrière. Le stalinisme, fer de lance de la contre-révolution mondiale, n'a jamais eu les moyens d'entretenir tout l'arsenal de tromperie et de mystification propre au capitalisme d'Etat dans les pays les plus développés.

LE CAPITALISME D'ETAT STALINIE : LA NEGATION DU SOCIALISME

La bourgeoisie et ses valets veulent absolument faire croire à la classe ouvrière que c'est le socialisme qui s'effondre à l'Est, comme si le socialisme pouvait exister isolément dans une partie du monde pendant des dizaines d'années. Pour effectuer son sale travail de propagande, la bourgeoisie en Occident s'appuie sur le fait que l'appareil productif n'est pas entre les mains d'une bourgeoisie privée, mais propriété collective de l'Etat. Ce n'est pas un mystère pour la classe ouvrière que la production, les usines, etc... dans les pays de l'Est sont entre les mains de l'Etat. Mais, contrairement à ces faiseurs d'histoire, le fait que les moyens de production soient la propriété de personnes physiques privées ou la propriété collective de l'Etat, ne change rien à la nature capitaliste de ce système.

Dans les régimes staliniens, c'était la classe bourgeoise, collectivement, qui utilisait la plus-value extirpée de l'exploitation féroce des ouvriers, et qui dirigeait tant bien que mal l'économie à travers son Etat. Comme n'importe quelle bourgeoisie du monde, elle tentait d'assurer ainsi le développement de son économie nationale, sur le dos de la classe ouvrière. Elle tirait profit de sa place au sein de l'appareil politique bourgeois sous forme de salaires exorbitants, de pots-de-vin, et d'autres avantages en nature permanents. Si le mode d'appropriation personnel de la plus-value extirpée aux ouvriers à l'Est est ainsi légèrement différent, il n'en revient pas moins au fond à la même réalité correspondant à la nature capitaliste de ces pays.

Ce qui caractérise spécifiquement ce capitalisme d'Etat, c'est l'irresponsabilité et l'incompétence de sa classe bourgeoise. A partir du moment où les privilèges ne sont pas dus pour l'essentiel à la capacité à rentabiliser au maximum l'appareil de production, à défendre l'économie nationale, mais au contraire à l'appartenance à la hiérarchie de l'appareil, on en arrive alors à un dysfonctionnement généralisé, une pagaille permanente. Le principal souci de tous les cadres et autres responsables économiques était de se faire bien voir de l'appareil, ce qui passait par une attitude permanente de tricherie et de tromperie en tout genre. La compétitivité des entreprises passe alors au second plan, quand elle n'est pas tout simplement sacrifiée, et ceci, malgré tous les discours officiels de la Nomenklatura sur la nécessité de rendre l'économie plus compétitive.

La classe bourgeoise, dans les pays de l'Est, confrontée à une économie particulièrement faible et peu compétitive a dû exploiter la classe ouvrière jusqu'aux limites du tolérable. Afin de pouvoir maintenir son rôle de bloc impérialiste, le capitalisme d'Etat stalinien a dû développer un potentiel militaire au détriment de la production de biens de consommation. Il a dû imposer pénurie et rationnement aux populations. Il a dû déporter des secteurs entiers de la classe ouvrière afin de les conduire dans des régions où ils seraient plus rentables et indispensables à l'économie nationale. Et c'est cette réalité là, ce monde inhumain et pourrissant que l'on voudrait faire passer pour du "socialisme", aujourd'hui en faillite définitive ! Pendant des dizaines d'années, le stalinisme a été le principal bourreau du prolétariat. Aujourd'hui, alors que cette forme de capitalisme et d'idéologie s'effondre, la bourgeoisie tente encore une fois d'utiliser massivement cet énorme mensonge contre la classe ouvrière.

Hier, ce mensonge distillé par les PC et les trotskystes de tout poil sur la nature "socialiste" des pays staliniens servait à embrigader les ouvriers derrière la défense d'un camp bourgeois contre un autre (notamment pendant la deuxième guerre mondiale). Aujourd'hui, ce sont les démocrates qui récupèrent le cadavre encore chaud du stalinisme pour perpétrer ce même mensonge dans le seul but d'écœurer le prolétariat de toute idée de communisme. Il s'agit aujourd'hui pour la bourgeoisie "démocratique" occidentale d'ancrer dans la tête des ouvriers que toute révolution prolétarienne ne peut être que vouée à l'échec, qu'elle ne peut mener qu'à la pire des barbaries. En un mot, de faire croire qu'en dehors du capitalisme, il n'y a pas de salut.

Ce n'est qu'en comprenant que le stalinisme n'a jamais été autre chose que la forme la plus caricaturale du capitalisme décadent que le prolétariat pourra détruire ce système de misère, de barbarie, et de mensonges pour construire une vraie société communiste à l'échelle mondiale.

Pat

LISEZ

NOTRE BROCHURE :



Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttres de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.